

# Bilan & Perspectives

ISSN 1623-6890



**Contre la « guerre de classe» des riches, le temps est venu de se battre!**

## SOMMAIRE

Contre la « guerre de classe» des riches, le temps est venu de se battre!.....	2
Luttes ouvrières dans le monde.....	4
Guerre de classe au Cambodge.....	4
Les événements à Port-Saïd .....	5
1914 – 2014 : La social-démocratie toujours et encore va-t-en guerre ! .....	7
Quatrième acte de l'impérialisme français en Afrique : intervention en Centrafrique....	7
L'impérialisme occidental détient les ficelles des tensions au Mali.....	9
Niger: Acte trois de la campagne de l'impérialisme français en Afrique de l'Ouest.....	10
Du sauvetage d'un parc à la grève de 500 000 ouvriers : L'arrière-plan des événements en Turquie.....	12
Le prolétariat égyptien, entre le marteau et l'enclume de la bourgeoisie.....	14
<b>La situation impérialiste mondiale</b> : vaste remodelage des alliances.....	15
Pourquoi on perd tout le temps.....	18
Note sur l'histoire du trotskisme en Grèce.....	20

## **Contre la « guerre de classe » des riches, le temps est venu de se battre!**

« Il y a une lutte de classe, c'est vrai, mais c'est ma classe, la classe des riches qui la mène et qui est en train de la gagner » a déclaré le milliardaire Warren E. Buffet au New York Times en novembre 2006. C'était deux années avant l'éruption de la soi-disant « crise des subprimes », qui a éclaté avec la bulle financière et avec elle une bonne partie des prétentions néolibérales. La banqueroute de quelques institutions financières (dont quelques unes avec des noms ridicules, Fannie Mae ou Freddie Mac) s'est avérée être le prélude d'un gâchis incroyable. Les plans de sauvetage de plusieurs milliards de dollars et les garanties par l'État des dettes ont dû être utilisés pour prévenir l'effondrement total du système financier. Depuis ce temps, un expert après l'autre a déclaré que la crise était belle et bien terminée; des prédictions qu'une série d'événements ont démentie encore et encore. La situation a empiré. La « crise des subprimes » devint la crise bancaire, la crise bancaire devint la crise financière, et la crise financière devint la crise de la dette souveraine qui menace de mettre en lambeaux la zone euro; avec des conséquences imprévisibles sur l'économie mondiale. Contrairement aux récessions précédentes, cette crise n'est pas limitée dans le temps et l'espace, elle a pénétré jusqu'aux plus profonds abysses du système et elle détermine nos existences. Elle transforme des ambitions de carrière en rêves utopiques, des emplois en cul-de-sac, la quête de domicile en une lutte pour la survie, les contributions au régime de pensions en un pari sur un futur incertain et la recherche d'un emploi, en loterie. La crise s'est intensifiée à tous les niveaux, et avec elle la guerre de classe contre les pauvres dont parlait Warren E. Buffet. Tous les jours, nous subissons les effets des divers plans de sauvetage de nos dirigeants. Un programme de compression est rapidement suivi par un autre. Leur solution à la crise est la plus simple possible, et elle est la même partout : couper les retraites, la sécurité du revenu, l'assurance-chômage et l'éducation; imposer un fardeau de travail plus lourd, des salaires plus légers, plus de sacrifices et de serrage de ceinture, tout ça pour le bien de la « Nation ».

### **La crise? Quelle crise?**

« Crise bancaire », « crise de la dette », « crise financière », « crise du crédit », il y avait et il y a plusieurs noms et descriptions pour la misère. Nous ne sommes pas confrontés à une série d'accidents à des entreprises individuelles mais à une crise structurelle de tout le système qui s'est développée sur des décennies. Lorsque la croissance fulgurante d'après guerre s'est essoufflée au début des années soixante dix, un cycle d'accumulation de capital sans précédent s'est terminé. Pour compenser le taux de profit peu élevé, le capitalisme s'est mis à restructurer le processus de production (notamment par l'introduction de l'informatique et de la robotique) et a accru massivement le taux d'exploitation. Des activités de production furent transférées dans des pays à bas salaires et les secteurs centraux de la classe ouvrière industrielle des pays métropolitains furent considérablement réduits. Par l'extension des emplois « flexibles » et précaires le

capitalisme a tenté de se réinventer sous la forme d'une « économie de service ». Au même moment, la richesse créée par le travail salarié s'est transférée à la sphère financière, là où l'argent « fonctionne » miraculeusement (sans cependant créer de nouvelles valeurs) et où la spéculation fleurit. Cette tentative du capitalisme de régler la crise par la création de sources de profits fictives a produit des rentrées d'argent intéressantes pour quelques « super-riches », mais elle a néanmoins mené à un endettement croissant, à d'énormes bulles spéculatives, et à une instabilité grandissante. Aujourd'hui, nous pouvons en constater les résultats. En temps de crise, c'est chacun pour soi. De part le monde, les rivalités impérialistes et les conflits s'aiguisent, la lutte pour dominer des territoires et des zones d'influences devient plus sérieuse, la course à l'armement et les conflits armés de plus en plus absolus. Bien entendu, la guerre n'est pas une solution, mais c'est la seule que le capitalisme nous offre, dans le but de s'extirper de sa crise de valorisation du capital.

### **Personne n'y échappe!**

La précarité grandissante, le chômage, la pauvreté, la faim et l'exclusion sociale deviennent la réalité quotidienne de plus en plus gens. Telles sont les inquiétudes qui dominent notre vie de tous les jours; l'inquiétude face au travail, l'inquiétude de dérailler et de se perdre dans cette société, la crainte de ne pas être capable d'échapper à la compétitivité de cette société. Plutôt que la vie bourgeoise heureuse promise pour « la fin de l'histoire » dans « la liberté et le bien être », un espoir résigné fait son apparition. « L'espoir » d'au moins ne pas être le premier à être abattu, « l'espoir » d'échapper à la crise d'une façon ou d'une autre, « l'espoir » d'une solution individuelle, « l'espoir d'y échapper ». Cet « espoir » est irrationnel et dangereux. Il nous divise et nous isole, il nous rend malades. Quelques uns d'entre nous se réfugient dans les drogues et l'alcool et dans les multiples mondes virtuels du spectacle capitaliste. D'autres compensent leurs faiblesses par la violence contre ceux et celles qui sont plus faibles, s'enlisant ainsi dans les idéologies racistes et nationalistes de nos dirigeants et se faisant ainsi les soutiens de l'ordre bourgeois. Les idéologies réactionnaires, et parmi elles, le sexisme s'exprime par la violence quotidienne contre les femmes, les gays, les lesbiennes et tous ceux et celles qui ne s'adaptent pas à la moralité sexuelle dominante. Pour plusieurs, l'ordre bourgeois semble intouchable. La bourgeoisie a perfectionné l'art de la division, la manipulation, la répression et l'exclusion sociale. Pour la classe dominante, tous les moyens sont justifiés si elle maintient sa domination. Elle a tout à perdre. Pour notre part, nous devons apprendre comment surmonter nos inquiétudes, nous unir, discuter, et dire « Non ».

### **Pour l'autonomie de classe!**

Le capitalisme ne peut fonctionner que dans la mesure où nous respectons sa discipline. Les relations sociales sont le

fait de personnes et peuvent être transformées par des personnes. Chaque lutte, chaque grève démontre, du moins de façon embryonnaire quelles que soient ses limites, la capacité de la classe ouvrière de renverser cette société. La bourgeoisie ne le sait que trop bien. Elle a développé un répertoire complet de méthodes pour isoler et fractionner nos luttes, les domestiquer ou les dévier dans des impasses. Si nous voulons défendre nos intérêts vitaux, nous devons à court terme nous libérer de ses griffes. Nous devons trouver les voies et les moyens de surmonter les divisions, affirmer notre solidarité et notre résistance là où le système impose ses règles. Cela nécessitera une rupture politique avec les syndicats et les partis parlementaires qui sont, sans exception, enlisés dans la logique du système. Le rêve d'un capitalisme socialement responsable est épuisé. Toutes les forces politiques qui prétendent représenter nos intérêts par des négociations et des compromis avec la classe dominante se démasquent encore et encore comme des défenseurs particulièrement perfides du système. Nous devons entreprendre la lutte à partir de la base, de manière auto-organisée, contre tous compromis avec le système capitaliste, contre la logique de syndicats, en nous unissant à l'extérieur des limites des entreprises et des secteurs de production et sur la base de structures démocratiques indépendantes et horizontales. Peu importe que ce soit dans les usines ou les bureaux, dans les lieux de travail ou dans les quartiers, il s'agit de résister à l'arrogance et à la barbarie du capitalisme et entreprendre la lutte pour une société différente.

### **La liberté que nous voulons**

Aucun des problèmes globaux de l'humanité, comme la faim, la pauvreté et la destruction de l'environnement ne peuvent être résolus, ni même allégés à l'intérieur du cadre de l'ordre social capitaliste. Il ne s'agit pas de « contrôler les banques », de « faire payer les riches » ou de nationaliser les industries. Un capitalisme organisé sur la base de l'État n'est pas davantage une alternative possible. L'expérience du stalinisme en Union soviétique et ailleurs devrait en être la preuve suffisante. Si nous ne rompons pas avec la logique capitaliste du profit, si nous n'arrachons pas le pouvoir des griffes de la classe dominante, si nous ne construisons pas un mode de production entièrement différent, aucune nouvelle société ne sera possible. La seule solution est une société où la production est consacrée uniquement à la satisfaction des besoins humains et non le profit. Une société dans laquelle la production s'opère en harmonie avec l'humanité et l'environnement. Une société dans laquelle les moyens de production sont socialisés et non aux mains des capitalistes privés ou de l'État. Une société basée sur l'égalité sociale, une société où les êtres humains peuvent être différents sans inquiétude. Une telle association des producteurs libres et égaux n'est pas une institution d'État! Ce n'est pas une condition ou un

programme qui peut être mis en pratique par le haut, par un parti, ou par un décret d'État. On ne peut se battre pour l'émancipation sociale qu'à partir de la base, par notre propre initiative, par l'auto-organisation et la solidarité dans un mouvement social pour le renversement conscient des relations de domination. Le communisme que nous voulons, n'est pas un programme d'endoctrinement social, mais, par ses buts et ses méthodes, une lutte pour atteindre la liberté. Il ne se construira pas de lui-même, la tâche nous appartient!

### **Il est temps de s'organiser!**

L'expérience traumatisante du stalinisme et de la social-démocratie, a laissé des séquelles. Le ressentiment et la confusion restent encore présents, mais ceux et celles qui veulent se défendre contre le capitalisme doivent prendre des mesures organisationnelles pour surmonter leur isolement. Nous devons apprendre de nos faiblesses. Nous rejetons le modèle stalinien d'un appareil monolithique de robots obéissants tout autant que le concept réformiste du parti parlementaire, puisque le résultat des deux concepts ne sert que l'État. Nous sommes communistes! Nous n'avons aucunement l'intention de cacher nos intentions et nos points de vue. Nous ne sommes pas manœuvriers dans notre approche. Nous rejetons toutes les formes de représentation politique. La TCI, est une organisation dont les membres ont décidé de s'opposer au capitalisme à l'échelle internationale. Les controverses et les débats critiques sont l'oxygène de notre mouvement et, de la même façon, une pré-condition pour atteindre nos objectifs. La tâche des révolutionnaires est de garder le cap sur les intérêts généraux de la classe des travailleurs et des travailleuses, tout en soutenant leurs luttes, critiquer leurs limites et tenter de renforcer leur conscience pour leur propre pouvoir. Cela nécessite un cadre organisationnel, une organisation internationaliste dotée d'une structure et d'une implantation internationale. Nous ne prétendons pas être le parti, ni même le seul noyau de cette organisation. Au contraire nous cherchons la discussion et le travail en commun avec les révolutionnaires sérieux et sérieuses à travers le monde, dans le but de contribuer à la construction d'une nouvelle organisation révolutionnaire internationale. Nous savons que ce sera un travail ardu et à long terme. Mais il est nécessaire d'organiser la riposte à la « guerre de classe » des riches. Le temps est venu de se réveiller! Le temps est venu de s'organiser! Le temps est venu de lutter!

### **Pour une société sans classe et sans État!**

#### **Les internationalistes**

**Le Site Internet de la TCI :  
[www.leftcom.org](http://www.leftcom.org)**

## **Luttes ouvrières dans le monde.**

Partout, les ouvriers et les déshérités depuis l'Amérique Latine jusqu'en Asie en passant par l'Afrique et le Canada, luttent. La colère monte, la révolte gronde. Bien évidemment nous sommes encore très loin du niveau où devrait se trouver la riposte ouvrière contre les attaques de la bourgeoisie mais on sent qu'insensiblement nous sommes à la naissance d'un mouvement international qui enfle et s'amplifie lentement en s'enracinant dans le tréfonds des masses ouvrières au niveau mondial. Aucun pays n'est épargné. La liste serait longue si nous voulions être exhaustifs et si nous devions rendre compte de tous les conflits. Nous donnons quelques exemples récents suffisamment éloquents qui soulignent que les pays « usines du monde » où les salaires étaient très bas et qui étaient devenus des paradis pour l'exploitation éhontée des entreprises capitalistes, sont en pleine fermentation et que cette fraction du prolétariat industriel ne veut plus se laisser aussi facilement plumer. La période des profits faciles et de l'«externalisation» des usines des pays développés touche à sa fin.

Au Bangladesh 200.000 ouvriers ont manifesté le lundi 23 septembre 2013 afin de réclamer un salaire mensuel minimal de 100 dollars, obligeant une centaine d'usines à interrompre leurs activités dans les quartiers industriels de Gazipur et Savar, à la périphérie de Dacca.

Et à nouveau au Bangladesh quelque 5.000 ouvriers ont manifesté ces derniers jours dans la zone industrielle du port de Chittagong, au sud du pays, à la suite de rumeurs sur une baisse de leurs avantages sociaux. La police a tiré à balles réelles après que certains manifestants eurent attaqué la police et mis à sac une des usines propriété du géant coréen de l'industrie du textile et de la chaussure

*Depuis novembre les ouvriers du textile luttent au Cambodge pour arracher une augmentation de salaires. Travaillant 12 h par jour, 6 jours sur 7, les ouvriers du textile touchent un salaire minimum de 80 dollars mensuels, insuffisant pour vivre et on estime que 33% des travailleurs cambodgiens sont sous-alimentés.*

*La lutte a repris en décembre comme l'indique l'article ci-après*

### **Guerre de classe au Cambodge**

Dès avant Noël, les travailleurs du textile au Cambodge se sont mis en grève, ils exigent un nouveau salaire minimum de 160 \$ par mois. Actuellement, ils reçoivent environ 80 \$. Cependant, comme le Nouvel An se profile, certains travailleurs ont commencé à retourner au travail ayant besoin d'argent ce qui a entraîné l'intensification de la lutte de la part des travailleurs les plus militants. Ils ont gagné la rue pour empêcher la réouverture des usines. Le 2 janvier, l'armée est intervenue et a pris d'assaut une usine occupée. Le gouvernement a alors déployé les commandos d'élite de l'Unité 911. Le lendemain, sans se laisser décourager, les travailleurs se sont confrontés à la police avec des pierres, des bâtons et des cocktails Molotov. Les policiers ont prétendu que 9 officiers ont été blessés. Ce fut le prétexte pour ouvrir le feu sur les travailleurs en tuant au moins quatre (les médias internationaux parlent de 3) et faisant des dizaines de blessés. Un porte-parole de la police militaire

Youngone. Une ouvrière est morte après avoir été touchée par une balle.

En novembre c'était les 7000 mineurs du platine de la mine de Northam en Afrique du sud qui se mettaient en grève. Puis se sont plus de 3.000 travailleurs de l'automobile qui ont pris part à la grève pour des augmentations de salaire de 12 % sur une période de deux ans, dans le cadre d'une vague de grève qui touche depuis des mois ce secteur.

En novembre, grève géante en Indonésie où un million et demi de personnes ont participé à des grèves pour demander des augmentations de salaires de 50%. Le salaire minimum, fixé au niveau local, a déjà bondi cette année de 44% à Jakarta (la capitale) pour atteindre 2,2 millions de roupies (143 euros) par mois.

En Égypte, le 31 octobre, après 19 jours de grève, les travailleurs de la Société égyptienne pour le fer et l'acier (HADISOLB) d'Helwan au Caire qui compte 13 000 salariés, ont annoncé le succès de leur lutte. Leur principale revendication a été acceptée, le paiement de 16 mois d'arriérés de participation aux profits annuels ce qui complètent de manière conséquente leurs salaires.

Le 9 janvier 2014 une émeute ouvrière, après de nombreuses autres luttes, impliquant 4000 ouvriers a éclaté sur le site de construction de l'usine Samsung de Phở Yên au Vietnam, dans la province de Thai Nguyen (nord). Un des ouvriers aurait été tué, et quatre autres sont dans un état critique. La lutte continue en ce moment même

Aurélien

appelé Kheng Tito a justifié l'action avec les termes suivants:

*« Si nous leur avons permis de continuer de faire grève, ce serait l'anarchie ».*

En d'autres termes, les travailleurs étaient une menace pour l'État cambodgien. Et dans cette situation, l'État cambodgien n'a jamais été paralysé pour tuer les ouvriers du textile en grève. Deux ouvriers ont été abattus en février 2012, tandis que trois autres l'ont été devant une usine Puma en mai 2013 et qu'une ouvrière du textile l'a été en novembre 2013.

## **Le Cambodge dans le système capitaliste mondial**

L'industrie du textile est, de loin, la plus grande industrie du Cambodge. 650 000 ouvriers y sont employés dans plus de 500 usines, près d'un demi-million d'entre eux travaillent pour de célèbres marques occidentales comme Gap, Nike, Next, Uniqlo, H&M, Calvin Klein et Tommy Hilfiger, etc... Elle apporte 80% des recettes d'exportation du Cambodge. Depuis quelques années, le Cambodge est devenu une destination de choix pour les marques occidentales ; les coûts de main-d'œuvre sont six fois inférieurs de ceux de la Chine, mais les grèves à répétition ont progressivement fait monter le niveau des salaires. Ainsi, les dirigeants cambodgiens sont conscients de leur place dans la compétition capitaliste mondiale. L'industrie du vêtement doit importer la quasi-totalité de ses tissus de Chine. Et les travailleurs du textile du Bangladesh, après des années de luttes acharnées, ont uniquement été en mesure d'obtenir des salaires de 68 \$ par mois. De plus, le Bangladesh possédait une plus importante main-d'œuvre. Dans ce contexte, le régime a offert une augmentation de salaire à 95 \$ par mois, mais pas au-delà.

Le Cambodge est un des pays les plus pauvres au monde. Environ 4 millions de personnes vivent avec moins de 1,25 dollar par jour, et 37 % des enfants âgés de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique. La plupart de la population paysanne connaît une économie de subsistance, alors que le gouvernement vante les mérites des entreprises internationales et les pousse à venir et à exploiter les mines de bauxite, d'or, de fer et de pierres précieuses. De nombreux agriculteurs sont expulsés de force de leurs terres pour les donner en concession. Plus de 50% du budget national est assuré par l'aide de donateurs (principalement de Chine). La corruption est endémique partout et le Parti du peuple cambodgien (PPC) règne depuis 30 ans et que son chef, Hun Sen, a été installé par l'invasion vietnamienne. Cette dernière avait renversé le régime sanguinaire des Khmers rouges sous lequel au moins 1 million de Cambodgiens furent assassinés.

Hun Sen a mis en place différentes zones économiques spéciales pour donner aux capitaux internationaux libre cours pour exploiter à volonté les travailleurs sur la base de la propre promesse que ces derniers seront dociles. Les travailleurs ont l'intention de la détruire.

## **L'avenir ?**

Toutefois, le mouvement de grève court le danger de dérailler dans d'autres directions, en particulier du fait de l'opposition politique. Depuis l'élection contestée de juillet, le Parti du sauvetage national du Cambodge (CNRP) manifeste tous les jours pour annuler les élections. Il a gagné le soutien des six syndicats qui soutiennent les grèves actuelles et qui ont promis, s'ils réussissent à renverser le régime Hun Sen, qu'ils défendront les augmentations de salaires des travailleurs. Le régime de Hun Sen a renforcé l'opposition auprès des travailleurs les regardant comme les instigateurs de la grève. Le lendemain de l'assassinat des quatre travailleurs, les policiers ont été envoyés dans Freedom Park (zone désignée par le gouvernement en 2010 pour manifester légalement) ; ils ont attaqué des moines, des femmes et des enfants avec des barres de fer de quatre pieds de long pour dégager le parc. Toutes les manifestations et les rassemblements publics ont été interdits et les dirigeants du Parti du sauvetage national du Cambodge (CNRP) ont été convoqués au tribunal pour incitation à la grève.

Donc, la «démocratie» est maintenant présentée comme la solution à la difficile situation des travailleurs cambodgiens. Les travailleurs âgés de l'Ouest ont déjà entendu tout cela. Chaque fraction bourgeoise promet quelque chose aux travailleurs avant de l'oublier quand elle s'empare du pouvoir (après tout " l'intérêt national" vient en premier et le niveau de vie des travailleurs en second). Toutefois, le prolétariat est relativement jeune (50 % de la population du Cambodge a moins de 25) et sans expérience de sorte qu'ils seront probablement séduits par le programme démocratique, pour le moment du moins ...

Jock, 5 janvier 2014

---

*Nous publions cette prise de position de mars 2013. Dès les événements connus par rapport à ce qui se passait à Port-Saïd en Égypte bien que les nouvelles aient été limitées (ignorées au niveau international par les médias officiels) et pas toujours cohérentes, nous avons rédigé ce document. Toutes les sources consultées étaient d'accord pour attester de l'agitation politique qui existe dans la ville égyptienne. La suite des événements a montré que les luttes ouvrières se sont poursuivies encore en Égypte malgré et depuis le coup d'État militaire.*

## **Les événements à Port-Saïd**

L'information est encore rare mais quelques faits parlent d'eux-mêmes. Après des manifestations de rue, la colère a explosé à la suite des 21 condamnations à mort prononcées pour le massacre à Port-Saïd. Lors d'une manifestation spontanée contre ces sentences, la police de Morsi a fait 40 victimes supplémentaires. Après cela, la police a été obligée d'abandonner la ville en la laissant aux mains des manifestants. En ce moment même, l'ordre public, le trafic et la production liée au Canal de Suez sont aux mains des

insurgés. Port-Saïd est devenu une sorte de zone libre où l'État a dû temporairement hisser le drapeau blanc. S'il est vrai que les condamnations à mort des 21 jeunes et les 40 victimes qui ont suivi, ont été les amorces tragiques de la rébellion, il est aussi vrai que les conséquences dévastatrices de la crise économique et l'arrogance réactionnaire du gouvernement islamiste de Morsi en ont été un élément décisif.

Finalement, après deux ans de tensions dans les rues, d'élections arrangées, de fraude et de trahison des espérances les plus basiques, quelque chose a été rompu. Le principal fait, s'il est confirmé, est que les ouvriers de Port-Saïd ont été les premiers à déclencher la révolte, en particulier les travailleurs du port, ceux des transports et des ouvriers d'autres usines. Le trafic maritime a été stoppé, des usines fermées et la mobilisation de la ville semble être générale et déterminée. Le mouvement, tout en se protégeant contre l'inévitable réaction du gouvernement, doit aussi régler nombre de problèmes en son sein.

Le premier danger est le risque d'isolement. Les ouvriers de Port-Saïd doivent activement rechercher l'aide militante, pratique, de tous les travailleurs égyptiens, des usines du



Caire à celles d'Alexandrie, d'Ismaïlia et d'Assiout. La seule manière d'éviter l'isolement et de pouvoir continuer le combat est d'élargir la lutte et d'ouvrir de plus grandes perspectives. Tout gouvernement bourgeois sait attendre. Il sait attendre que la colère se consume dans tel ou tel acte de protestation, même fort et violent, pour pouvoir reprendre en main par la force la situation qui lui échappait auparavant. La manœuvre est plus simple et plus efficace si le soulèvement est isolé, s'il concerne qu'un seul secteur de la production ou une zone restreinte du point de vue géographique. Rompre l'isolement, chercher la solidarité prolétarienne, ne sont pas seulement nécessaires tactiquement mais ce sont les conditions pour que la lutte continue ; sinon la répression s'abattra lourdement sur les manifestants.

Plus la lutte se développe de manière frontale, loin des sirènes conservatrices appelant au réformisme, qu'il soit laïc

ou religieux, plus elle peut servir de modèle pour les prolétaires de toute l'Afrique du Nord avec l'espoir de donner un début de signification de classe à l'échec du « Printemps arabe ». A ce stade, les prolétaires de la zone du Canal de Suez ne doivent pas tomber dans le piège réformiste de croire qu'il est possible de gérer d'une manière différente les affaires publiques dans le cadre du capitalisme qui les entoure. Ce n'est pas en demandant seulement la chute du gouvernement Morsi et le respect des libertés démocratiques, ou en agissant dans le cadre politique de la désobéissance civile, que les choses changeront radicalement. Le mouvement qui a eu la force de se révolter contre l'autoritarisme meurtrier du gouvernement islamiste, de se libérer des chaînes des forces politiques traditionnelles, qui a essayé de se présenter comme sujet politique autonome, doit continuer sur cette voie sans retomber dans les options que le réformisme radical offre, ou se retrouver dans les oripeaux usés du jeu démocratique.

Le prolétariat européen qui subit aussi la même exploitation de l'autre côté de la Méditerranée, doit assumer son rôle. La solidarité de classe qui s'est exprimée récemment ici ou là au cours de quelques épisodes de lutte, devrait saisir l'occasion pour se réaffirmer sur la scène internationale. Il est vrai que toutes les raisons sont réunies pour que les rues des villes européennes se remplissent et s'agitent contre les différentes politiques et les lourds sacrifices qui leur sont demandés. Si elles le font, ce ne doit pas être dans un seul secteur ou sous le drapeau de telle ou telle politique syndicale, ou de telle ou telle force politique « réformiste de gauche » ; mais sur la base de la véritable solidarité de classe, au-delà des frontières nationales et des particularismes. C'est aujourd'hui une bonne occasion pour commencer.

Un dernier point. La spontanéité, la détermination d'une lutte qui s'oppose immédiatement au gouvernement, à sa police, est vouée à l'échec si elle n'élabore pas une tactique, une stratégie et un programme qui dépassent les pièges du capital, pour créer une véritable alternative sociale qui soit une autre manière de produire et de distribuer cette richesse dont le prolétariat égyptien, comme la classe ouvrière internationale, est le seul créateur. Cependant, si nous en restons au niveau de la désobéissance civile, si le mouvement ne se fixe comme objectif que le renversement du gouvernement de Morsi au profit d'une « véritable démocratie », sujette à toutes les pressions du capitalisme, comme le mouvement de la Place Tahrir le fit avec Moubarak, le résultat en sera le même si ce n'est pire.

FD, 6 Mars 2013



## France

### La France et l'impérialisme français

#### 1914 – 2014 : La social-démocratie toujours et encore va-t-en guerre !

Le 4 août 1914, la fraction parlementaire du SPD (Parti socialiste allemand) au Reichstag votait les crédits de guerre ce qui allaient aboutir à la Première guerre mondiale avec des paroles tant célèbres qu'ignobles de son chef de file, Hugo Haase: «nous n'abandonnerons pas la patrie à l'heure du danger». Ainsi le SPD se rangea aux côtés de l'empereur Guillaume II et de son gouvernement et soutint ce qui allait être, la plus atroce et la plus sanglante boucherie de l'histoire de l'humanité.

On mesure tout le chemin qui va de la phrase de Marx du *Manifeste communiste* de 1848 : « les prolétaires n'ont pas de patrie », à cette formule infâme de : « nous n'abandonnerons pas la patrie à l'heure du danger » !

Le vote en faveur des crédits de guerre constituait une trahison sans précédent des principes de l'Internationale et de ceux de la social-démocratie et donc de ceux du SPD. Rosa Luxembourg caractérisa l'événement ainsi: « Jamais, de toute l'histoire de la lutte des classes et depuis qu'il existe des partis politiques, il n'y avait eu un parti qui, en l'espace de vingt quatre heures avait cessé aussi complètement, comme ce fut le cas pour la social-démocratie allemande, d'être un facteur politique et ce, après être devenu une force de premier plan et avoir rassemblé autour de lui des millions de personnes ». Elle tirait cette conclusion: « Le 4 août 1914 la social-démocratie allemande a abdiqué et l'Internationale socialiste s'est effondrée » puisque le parti social-démocrate l'était devenu un parti nationaliste.

Mais la social démocratie allemande n'est pas la seule à voter les crédits de guerre, en France également, comme dans d'autres pays, les partis socialiste se vautrent dans l'« Union sacrée ».

De même, François Hollande n'a aucune honte dans son discours d'ouverture, le 7 novembre 2013, pour l'année de commémoration du centenaire du début de la Grande guerre de 1914, à entraîner Jean Jaurès dans l'Union sacrée : « La Grande Guerre fut pourtant celle de l'unité nationale. En juillet 1914, s'opposaient (...) ceux qui, comme Jaurès, dénonçaient la funeste mécanique des alliances et les méfaits de l'impérialisme. Mais, reconnaissons-le comme un fait, lorsque la mobilisation générale fut proclamée, il

*n'y plus qu'un seul pays, une seule nation, une seule armée »* <sup>(1)</sup>.

Les socialistes d'aujourd'hui comme ceux de 1914 ont beau faire de beaux discours « pacifistes », ou dépeindre l'intervention de l'armée française au Centre-Afrique après le Mali, comme une action humanitaire, ils ne parlent que d'intervention armée !

« Aussitôt étions-nous sortis d'Afghanistan, avec nos forces combattantes, que j'étais amené à solliciter nos armées pour nous engager au Mali. C'était le 11 janvier (...). » Pas de langue de bois dans ce discours, il n'est pas question de terrorisme ni d'islamisme. Mais,... : Il nous fallait à la fois arrêter l'offensive, et permettre la reconquête. » (...)

« Nous avons maintenant la situation bien en main. L'opération SERVAL a été un succès. (...) Vous avez ainsi contribué à fortifier encore l'influence de la France. »

« Mais là-aussi, aussitôt en avions-nous terminé au Mali, que la situation en Centrafrique appelait, une nouvelle fois, notre intervention. En Centrafrique, ceux qui ont de la mémoire, et il y en a ici, savent que les forces françaises ont toujours été présentes, de multiples façons, dans ce pays.(...)Mais, à partir du mois de mars, et surtout à la fin de l'année 2013, une spirale de violence a entraîné la Centrafrique dans une confrontation interconfessionnelle et dans un drame humanitaire d'une ampleur que ce pays – qui en avait pourtant connu – n'avait jamais traversé. C'est pour cette raison que j'ai décidé l'opération SANGARIS. » <sup>(2)</sup>

Aurélien

---

1. Discours de Hollande :

<http://www.elysee.fr/declarations/article/allocution-pour-le-lancement-des-commemorations-du-centenaire-de-la-premiere-guerre-mondiale-4/>

2. Vœux aux Armées et au monde combattant de Hollande du 8 janvier 2014 : <http://www.elysee.fr/declarations/article/v-ux-aux-armees-et-au-monde-combattant-3/>

La France demeure et s'impose à nouveau comme le gendarme de l'Afrique

#### Quatrième acte de l'impérialisme français en Afrique : intervention en Centrafrique.

##### Le premier acte de l'intervention : la France renverse le régime de Kadhafi en 2011.

Selon le journaliste de la droite libérale italienne Franco Bechis, la révolte de Benghazi en Libye aurait été préparée depuis novembre 2010 par les services secrets français. Le

Réseau Voltaire <sup>(3)</sup> précise que Paris a rapidement associé Londres à son projet de renversement du colonel Kadhafi. Pourquoi la France, l'Angleterre et les USA ont-ils voulu renverser le régime de Kadhafi ?

---

3. Réseau Voltaire International est un réseau de presse s'auto proclamant non-aligné, spécialisé dans l'analyse des relations internationales, créé par l'intellectuel français Thierry Meyssan.

L'objectif de la guerre en Libye n'est pas seulement le pétrole, dont les réserves (estimées à 60 milliards de barils) sont les plus importantes d'Afrique avec les coûts d'extraction parmi les plus bas du monde, ni le gaz naturel dont les réserves sont estimées à environ 1 500 milliards de mètres cubes. Il y a aussi les Fonds Souverains, les capitaux que l'État libyen a investis à l'étranger. Ils sont gérés par la Libyan Investment Authority (LIA) et sont estimés à environ 70 milliards de dollars, qui grimpent à plus de 150 milliards de dollars si l'on y inclut les investissements étrangers de la Banque centrale et d'autres organismes. Avant d'attaquer militairement la Libye, les puissances occidentales se sont approprié ces fonds.

Et enfin, il y a les intérêts géostratégiques, des États-Unis, de la France et de l'Angleterre, il fallait porter un coup d'arrêt à la pénétration de la Chine en Afrique. Deuxième consommateur mondial de pétrole, la Chine importe en effet 3% de sa consommation totale de Libye. L'année dernière, Pékin faisait venir quelque 150.000 barils par jour via le groupe pétrolier d'État Sinopec, soit presque 10% des exportations de brut libyen.

La Chine avait également mis en œuvre environ 50 projets d'envergure dans le pays, pour une valeur estimée à au moins 18,8 milliards de dollars (13,1 milliards d'euros), selon des chiffres du ministère chinois du Commerce. Et surtout à travers la Libye, la Chine pénétrait au cœur du continent africain en bénéficiant des réseaux d'alliance qui avait constitué Kadhafi.

## Deuxième acte : la France renforce son rôle de gendarme de l'Afrique et au Sahel.

Hollande termine la politique impérialiste de Sarkozy.

Avec l'aval des États-Unis, tout en reprenant son rôle historique, la France transforme l'essai marqué en Libye en portant en coup important à la pénétration de la Chine en Afrique <sup>(4)</sup> comme dans le Sahel qui est une zone économique et stratégique principale au cœur du continent.

Coup sur coup, la France du « socialiste » Hollande s'était engagée dans deux expéditions guerrières sur le sol africain en 2013: au Mali le 11 janvier, puis au Niger (les médias français ont soigneusement passé sous silence cette intervention qui, en réalité, cherche uniquement à sécuriser les mines d'uranium qu'exploite Areva) et dernièrement en Centrafrique depuis le 7 décembre. La première intervention était au nom de la lutte contre le terrorisme pour stopper l'avancée des djihadistes dans le Sahel ; la seconde « n'existe pas » et la suivante est faite sous prétexte d'humanitaire, afin de protéger les populations et de mettre fin au chaos et aux massacres perpétrés par les fractions rivales qui sévissent dans le pays depuis le coup d'État de mars dernier. Tous ces alibis ne sont qu'un tissu de gros mensonges éculés!

D'abord, quelle est la réalité sur le terrain en Centrafrique? *“Si la France n'était pas intervenue, si nos soldats n'avaient pas commencé à séparer les belligérants et à désarmer les bandes, les massacres, les carnages, en ce moment même, continueraient”*, a déclaré François Hollande. Quelle hypocrisie ! Quel cynisme ! Le président a même eu le culot d'ajouter devant les cercueils des premiers soldats français, deux jeunes paras, tués lors d'un

“accrochage” près de l'aéroport de Bangui, face aux familles des victimes: *“En cinq jours, ils (y) sont parvenus au-delà même de ce que nous pouvions espérer”* ! Même si François Hollande plastronne dans son costume de chef de guerre en déclarant que *“l'honneur de la France était de s'engager sans la moindre hésitation”* pour soi-disant *“mettre fin à des crimes contre l'humanité”*, ce nouveau déploiement militaire de l'impérialisme français n'a nullement mis un terme au chaos, aux massacres et aux atrocités de part et d'autre. En fait, depuis le lancement de “l'opération Sangaris” et l'arrivée des nouvelles forces françaises dans le pays, portant ses effectifs à 1600 hommes, avec l'aval d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, les combats et violences entre milices chrétiennes et ex-rebelles musulmans, au pouvoir depuis le mois de mars, se sont intensifiés. Depuis lors, ils ont fait plus de 600 morts et provoqué le déplacement de 159 000 personnes supplémentaires (soit 710 000 au total). Le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian a lui-même dû admettre que, depuis l'arrivée des nouvelles troupes d'intervention, *“la spirale de l'affrontement s'est brutalement aggravée, ajoutant à la crise sécuritaire les prémices d'une crise humanitaire.”* Fuyant les violences à Bangui, environ 45 000 personnes s'entassaient près de l'aéroport dans des conditions d'hygiène dramatiques.

Le troisième acte au Niger puis le quatrième acte au Centrafrique marque définitivement le retour de la France comme ancienne puissance coloniale en France. Et plus généralement la France revoit sa stratégie militaire au Sahel. <sup>(5)</sup>

Le ministre français de la Défense Jean Yves Le Drian va se rendre, les 13 et 14 janvier 2014, aux États-Unis pour préciser aux responsables américains la nouvelle stratégie de l'armée française en Afrique. Une stratégie axée sur « la lutte contre le terrorisme » dans la zone sahélienne qui va nécessiter une ré-articulation de la présence militaire française dans la région, en coordination avec le Pentagone. <sup>(6)</sup>

Pour la France, l'objectif est de maintenir une présence de 3 000 hommes dans la zone sahélo-saharienne. Des unités capables de sauter d'un « *point d'appui à l'autre* », un peu comme le font déjà les forces américaines dans la Corne de l'Afrique.

*« Nous sommes en train de passer d'une posture héritée de la décolonisation, avec des grosses implantations, à la formation de plots plus discrets orientés vers la lutte contre le terrorisme »*, indique-t-on dans l'entourage du ministre de la Défense.

Pour la mise en œuvre de cette politique la France va s'appuyer sur le Tchad. *« C'est la superpuissance militaire de la région »*, affirme Michel Goya. *« C'est une armée qui s'est aguerrie pendant des années lors des conflits avec le Soudan, et qui s'est rodée dans le désert lors de l'intrusion de la Libye au Tchad »*, souligne Oswald Padonou. Le niveau de son armement autorisé par ses revenus pétroliers au cours des dernières années, et le nombre - et surtout la qualité professionnelle - de ses troupes de surcroît proches de l'armée française sont capitaux pour cette stratégie.

Aurélien

5. RFI, le 7 janvier 2014.

6. La France redéploie son dispositif sécuritaire au Sahel, le Monde du 6 janvier 2014.

4. « La diplomatie chinoise en échec après la chute de Kadhafi. » Rue89 : <http://rue89.nouvelobs.com/chinatown/2011/09/06/la-diplomatie-chinoise-en-echec-apres-la-chute-de-kadhafi-220799>



## ***L'impérialisme occidental détient les ficelles des tensions au Mali***

Apparemment, tout semble simple. Presque simultanément à la suite des différents changements et convulsions du gouvernement du Mali de mars 2012 à aujourd'hui, les forces du terrorisme islamique et la sécession des Touaregs ont créé une situation de tension extrême. Au sud, à l'heure actuelle, les événements confus de la bourgeoisie nationale proviennent du fait que le chef du gouvernement du Mali Diango Cissoko, personnage imposé par l'armée après que son prédécesseur, Cheick Modibo Diarra, ait été arrêté et contraint à un exil «volontaire» au Soudan. Certains ministères, y compris celui de la défense, ont été donnés à des éléments liés au capitaine Amadou Sanogo, responsable du coup d'État contre Diarra, président élu en mars, puis exilé. Le Président de la République Traoré prend les directives de l'armée qui semble être actuellement l'homme fort du régime, soutenu par les Nations Unies, les États-Unis et la France.

Dans le nord, les choses sont tout aussi confuses. La crise internationale, la sécheresse de ces dernières années, le retour des combattants touaregs (qui, dans la guerre civile libyenne ont combattu comme mercenaires à la solde de Kadhafi, et ont souhaité, les armes à la main, recouvrer leur nationalisme sahélien) et la énième crise alimentaire qui a frappé cette région dans le même temps avec la force d'un ouragan. En outre, l'intensification du trafic de drogue (60% de la cocaïne qui arrive en Europe passe par cette zone), le commerce lucratif des armes et les migrants désespérés ont transformé le nord du Mali et le Sahel en une sorte d'Eldorado du crime. Comme si cela ne suffisait pas il y a aussi la présence militaire de formations islamistes radicales, des djihadistes, des partisans d'Al-Qaïda ou d'inspiration terroristes comme AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique), Mujao (Mouvement pour l'Unité de l'Islam en Afrique de l'Ouest) et Ansar al-Din (formation indépendantiste d'inspiration touareg salafiste et djihadiste) qui vivent de ces trafics, y compris de plusieurs enlèvements d'Occidentaux. La combinaison de ces facteurs a fait du nord Mali une région incontrôlable de la part du gouvernement officiel avec toutes ses conséquences. La simplicité apparente s'explique par le fait que la France, comme toutes les organisations internationales, ont décrété la situation du nord Mali comme anormale, dangereuse, avec un melting-pot de terrorisme politique, de criminels et de kidnappeurs ; par conséquent, au nom du gouvernement «légitime» (né cependant d'un Coup d'État militaire) et en conformité avec les principes utiles de la toujours "sainte" guerre contre le terrorisme islamiste, la France est intervenue militairement sans trop d'hésitation. Alors que l'Algérie a donné son appui politique inconditionnel et le consentement à l'utilisation de son espace aérien, la France s'est chargée de faire "le sale boulot". Après les premiers bombardements, elle a déployé sur le terrain 1500 soldats avec l'intention de les porter à 3000 en l'espace de quelques jours. L'impératif catégorique serait de débarrasser la zone du danger du terrorisme et de rendre le Mali, comme l'ensemble du Sahel à la démocratie et à coexistence pacifique.

Comme d'habitude, rien n'est plus faux. Cela fait maintenant dix ans d'histoire franco-algérienne que les services de renseignement d'Alger (Dis), en coopération

avec les Français et les Américains, ont d'abord infiltré, puis contrôlé, les grandes organisations terroristes et acheté la plupart de leurs éléments les plus représentatifs<sup>(7)</sup>. Le mélange de l'intelligence<sup>(8)</sup> et du terrorisme que l'on devrait combattre n'est pas nouveau et existe sous toutes les latitudes politiques. Le gouvernement de Bouteflika a, plus précisément, intérêt à maintenir ces relations "anormales" avec les organisations djihadistes pour deux raisons. La première est que leur infiltration permet de mieux les contrôler et de déterminer, dans certains cas, leurs comportements. La seconde est que perpétuer le spectre du terrorisme est le moyen d'obtenir des fonds et des armes des États-Unis et de la France, même au prix d'attaques contre les installations pétrolières quand le contrôle d'avec ces formations leur échappe. À leur tour, les gouvernements de Washington et de Paris font le jeu du terrorisme / contre-terrorisme pour fournir une couverture à leurs ambitions impériales. Les États-Unis agissent bien discrètement dans le Sahel, non pas seulement pour profiter de l'exploitation des matières premières, mais surtout pour empêcher la pénétration de la Chine. L'impérialisme de Pékin se développe maintenant commercialement et financièrement

---

7. Les individus appartenant à AQMI comme Abou Zaïd, Yahya Gawadi et Mokhtar Belmokhtar sont considérées comme des proches du Dis algérien. Même Iyad Ag Gali, chef d'Ansar al-Din et Sultan Ould Badi, chef du Mujao (organisations nouvellement formées qui s'inspirent du Djihad islamique d'Al-Qaïda et du salafisme) passent pour des membres des services de renseignement d'Alger.

En ce qui concerne Gali, sa collaboration remonte aux années quatre-vingt quand il travaillait dans une agence d'État algérienne à Tamanrasset. Chef de la rébellion touareg dans le nord du Mali en 1990, il rend possible une division entre les forces rebelles et l'arbitrage pour une paix de compromis avec le gouvernement rendant, de fait, la sécession stérile. En mai 2006, il avait coopéré avec le Dis pour l'échec de la révolte des Touaregs de Kidal, également dans le nord du Mali. Les Chroniques des renseignements algériens ont raconté son rôle dans la gestion de deux attaques terroristes en collaboration avec les services américains pour renforcer l'image d'Aqmi. Depuis 2009, nous le retrouvons au même AQMI ayant des responsabilités de direction dans les activités lucratives du trafic de drogue et de la prise d'otages occidentaux, ainsi que chef politique de premier plan.

La même chose s'applique pour Sultan Badi. L'actuel chef de Mujao a été arrêté en 2009 au Mali avec d'autres personnages du Front Polisario (mouvement de libération du Sahara occidental) pour trafic de stupéfiants. Pour éviter la libération de Badi, le gouvernement de Bamako avait menacé de révéler les relations entre les services de renseignements d'Alger et AQMI. La menace a fait son effet, puisque le président algérien Bouteflika, en mission politique auprès d'Angela Merkel, a été contraint à la hâte d'envoyer un membre de sa délégation, le général Rachid La Alali (en fait responsable de la sécurité de Dis) au Mali pour résoudre la délicate question embarrassante entre AQMI, le gouvernement algérien et celui de Bamako, à la fois en termes d'exploitation du terrorisme et pour la participation de ce même gouvernement malien au commerce de la drogue. Le résultat a été la libération immédiate de Badi qui, vraisemblablement, a continué à avoir des liens avec le Dis jusqu'à ces derniers épisodes. Cf revue **Limes**, juin 2012, "Fronte del Sahara", article "*Aqim e affini alla conquista del Sahel*".

8. Au sens anglo-saxon, le travail de renseignement des services secrets.

aux quatre coins du globe. Il est fortement impliqué dans une région qui possède un minimum d'intérêts en termes d'exploitation de gisements de gaz et de pétrole et le Sahel, même de façon minime, représente un intérêt non négligeable. Il soustrait l'espace économique et politique aux autres impérialismes, en particulier aux États-Unis, comme l'épisode récent de l'attaque contre les installations pétrolières en Algérie - avec de nombreux enlèvements de ressortissants occidentaux - l'a révélé en termes belliqueux de la bouche même de son secrétaire d'État Hillary Clinton. A plus forte raison le même discours vaut pour l'impérialisme français du président «socialiste» Hollande. La France a depuis longtemps prémédité une intervention armée. En Octobre de 2012, seulement six mois après le coup d'État de Sanogo et après la sécession touareg dans le nord, le ministre de la Défense français Jean-Yves Le Drian a déclaré qu'un engagement militaire français était maintenant à l'ordre du jour. Bien sûr, l'objectif déclaré était le terrorisme islamiste et les risques qu'ils pouvaient créer avec des catastrophes sociales de la Mauritanie jusqu'au Soudan, à travers le Sahel notamment au Niger et au Nigeria. En collaboration avec les déclarations des politiques, les responsables militaires ont suggéré de faire converger au nord du Mali une série de drones mis à disposition par le désengagement en Afghanistan. Pour Paris, la guerre du Mali peut fournir plusieurs objectifs. En premier lieu avoir le droit d'exploiter les mines d'or du Mali qui est le troisième producteur sur le continent africain. Accessoirement, il y aurait la possibilité d'établir de bonnes relations avec le Niger qui est le deuxième producteur mondial d'uranium, ce qui permet à la société française Areva d'avoir une sorte de monopole sur une matière première d'une importance stratégique extraordinaire en termes civils et militaires. Troisièmement, Total Fina, déjà présent au Nigeria, pourrait consolider son rôle majeur dans

les hydrocarbures en prévoyant le forage de deux puits de pétrole à la frontière avec la Mauritanie.

En conclusion, nous pouvons dire que la crise mondiale qui continue de produire des effets économiquement dévastateurs et empêche même une lente reprise de l'économie réelle, engage de plus en plus avidement la mobilisation impérialiste, y compris l'utilisation de la force, pour récupérer aussi les miettes qui restent sur le terrain de l'approvisionnement des matières premières et des ressources énergétiques et stratégiques. Cela passe par le maintien et la collusion avec le terrorisme qui lui fournit l'allié caché se manifestant au bon moment comme ennemi. Les impérialistes, sous quelque drapeau qu'ils se présentent, cachent la poursuite de leurs propres intérêts sous la juste lutte pour la démocratie, comme cela s'est déjà vu récemment. Les perdants sont toujours les habituels suspects, c'est encore évident. Les nouveautés, si on peut les appeler ainsi, c'est que le cercle vicieux de la crise du capitalisme, a fini par accorder un poids à ces justifications de «routine» comme «normales» avec l'utilisation de la violence qui lui donne un contenu. Tous les initiés connaissent cette histoire ancienne, mais à chaque fois il est bon de la rappeler pour que d'autres puissent comprendre. Le paravent doit encore fonctionner. Plus il le fait et plus le monde des déshérités se perpétue, plus le prolétariat international reste dans ce jeu, plus la poursuite des intérêts de l'impérialisme se poursuit. Il est encore plus avide de toutes nouvelles proies. Signaler comment les choses se déroulent vraiment n'est pas un grand acte de force contre l'impérialisme, contre le capitalisme et ses moyens de survie, mais cela peut servir à éveiller quelques belles âmes que l'idéologie bourgeoise a endormies d'un long sommeil.

FD, le 24 janvier 2013

## ***Niger: Acte trois de la campagne de l'impérialisme français en Afrique de l'Ouest***

La campagne au Mali n'est pas terminée, et déjà la France a ouvert un deuxième front au Niger <sup>(9)</sup>. Il est évident pour tout le monde que le rapace impérialisme français a l'intention de recoloniser toute la zone du Sahel. Comme pour le Mali, l'excuse est de débayer le terrain du terrorisme djihadiste, pour assurer la stabilité de ses amis, et de se présenter comme le champion de la démocratie contre le totalitarisme de la charia. En fait, le véritable objectif n'est pas avancé, l'exploitation des ressources énergétiques et des matières premières stratégiques de la région, mais il est poursuivi avec toute la force et la détermination que le gouvernement Hollande peut rassembler. Derrière les mensonges habituels, il y a un facteur d'accélération à cette action politique et militaire de Paris: la présence chinoise. Au Mali, par exemple, l'impérialisme de Pékin est aussi discret qu'envahissant. Il utilise le «soft power» pour mettre la main sur des projets de construction, d'infrastructures de transport, ce qui donne naissance à un certain nombre

d'entreprises qui produisent des biens et du petit outillage. Il a également créé des usines textiles, utilisant les travailleurs locaux, payés bien en dessous des travailleurs chinois, il se positionne également dans la production et le raffinage du sucre et des produits pharmaceutiques. Il a une présence au Tchad, au Soudan et étend son influence dans la plupart des pays du Sahel.

Pour le Niger, la situation est exactement la même, la seule différence étant que dans son sous-sol, il y a en plus d'importantes réserves pétrolières comme le troisième gisement mondial d'uranium, contrôlé par la multinationale française Areva.

Le 4 Janvier 2012, le Ministre chinois des Affaires étrangères Yang Jiechi, a été reçu à Niamey, capitale du Niger avec tous les honneurs. Il a tenu une longue et fructueuse réunion avec son homologue, M. Mohamed Bazoum et le président de la République du Niger Issoufou Mahamadou. La visite officielle a pris fin avec la signature de deux accords importants de coopération économique et technique, ainsi que d'aide alimentaire pour laquelle le pays a un fort besoin pour prévenir des troubles et des émeutes

9. Le gouvernement et les medias français ont fait et font un silence total sur l'intervention militaire française au Niger.

populaires qui, compte tenu de la crise économique internationale, en particulier dans ces latitudes, sont toujours à l'ordre du jour.

Depuis 2001, la Chine s'est engagée à mener à bien un certain nombre de projets d'infrastructure économique stratégiques. Le premier est le développement des liaisons intérieures pour un deuxième pont sur le fleuve Niger à Niamey, la capitale, appelé le Pont de l'amitié Chine-Niger. Elle a construit l'hôpital le plus important et moderne de l'ensemble du pays et des routes reliant la capitale aux centres locaux les plus importants. Elle a construit des écoles, mis en place un projet pilote pour l'éclairage à l'énergie solaire et fourni des tonnes de médicaments, de matériel médical et informatique pour l'administration de l'État. Cela a permis à la Chine, non seulement d'établir une garnison importante au Niger, mais aussi d'avoir une certaine influence diplomatique dans l'obtention de pas moins de 70 licences pour le forage de puits au Niger. Mais l'objectif principal de cette coopération est représenté par le projet pétrolier intégré d'Agadem qui est entré en vigueur le 28 Novembre, 2011: avec la China National Petroleum Corporation (CNPC) et sa Société de raffinage de Zinder (SORAZ) pour l'exploitation des champs de pétrole d'Agadem dans l'extrême nord-est du Niger, au moyen d'une nouvelle joint-venture avec des capitaux mixtes sino-nigériens.

Avec cela, le Niger fera un "saut qualitatif" sur la scène pétrolière internationale sous l'égide de l'impérialisme chinois. Actuellement, la production de pétrole est de 20.000 barils par jour, dont 7.000 seulement restent au Niger et les 13.000 restants sont exportés. L'ambition du président Issoufou, grâce à l'assistance technique chinoise, est d'augmenter la production à 80.000 barils par jour dans les premiers mois de 2014, dont 60.000 seront destinés à l'exportation. Non seulement ces faits, mais la prochaine menace chinoise contre la France porte sur le semi-monopole de l'exploitation des mines d'or et des champs pétrolifères. Ceux-ci sont de petites tailles et les réserves non vérifiées, mais assez importantes compte tenu des besoins internationaux en énergie pour les nouvelles sources, entraînant dans un passé récent des guerres qui ne sont pas encore entièrement terminées.

Last but not least, Pékin «charité bien ordonnée...» a réussi également à obtenir des concessions pour l'exploitation de certains gisements d'uranium ce qui a alarmé le gouvernement de Paris.

Les progrès de la Chine en termes d'exploitation de l'uranium du Niger, ont déjà commencé en 2006, avec les premières largesses de Tegguida. Ils se sont poursuivis en 2007 avec la mise en place des accords sino-nigériens de Somina pour l'utilisation d'un second champ à Azilik dans l'Agadez qui se sont concrétisés en 2008 lorsque Pékin est devenu le premier investisseur dans les mines d'uranium au Niger, dépassant l'important investissement financier français et en forçant Paris à une bousculade financière

effrénée pour ne pas perdre trop de terrain face à son rival impérialiste asiatique.

Après environ un an d'expérience pilote, le premier transport d'uranium en Chine a commencé le 30 octobre 2012, avec des projets d'augmentation de la production à 5000 tonnes en 2020, ce qui équivaut à celle de ses concurrents français, qui, en conformité avec un accord du gouvernement de Niamey, a renégocié le 5 Janvier 2009, un contrat de 35 ans d'exploitation des gisements d'Imourare



pour 5000 tonnes par an. Jusque-là, la multinationale française Areva (90% de capital français) exploitait cette zone comme un monopole pour 40% de ses besoins d'uranium en termes civils pour ses centrales nucléaires et en termes militaires pour ses armes nucléaires. À l'heure actuelle la situation pour les intérêts français évolue dangereusement. La présence chinoise érode progressivement non seulement le pouvoir de Paris ainsi que ses intérêts économiques et stratégiques, mais est susceptible de remettre en cause l'ensemble du projet, si cher à l'impérialisme français, de recolonisation de toute la zone du Sahel, à la fois sur le plan économique et politique pour le contrôle stratégique de "ses" anciennes colonies. Parmi les autres pays, il y a intérêt à mettre la main sur les réserves de pétrole du Tchad et de la Mauritanie. Ces derniers viennent de signer des accords d'exploration et de forages éventuels. Total, comme toujours, en collaboration avec le russe Gazprom, prévoit un pipeline 4.000 km depuis le Nigeria qui se connecterait au système de l'Algérie pour rejoindre l'Europe via l'Espagne ou l'Italie. Par conséquent, le calendrier et l'arrogance avec laquelle la machine de guerre française a mis en scène les deux derniers épisodes de guerre dans le Sahel n'est pas surprenant, tout comme le même comportement n'était pas surprenant en Libye contre le gouvernement de Kadhafi pour faire place à Total Fina dans les champs pétrolifères, en écartant ses rivaux méditerranéens, y compris l'italien ENI.

Il est banal de dire que ces épisodes sont «normaux» du fait des conflits impérialistes entre deux concurrents agressifs en Afrique sub-saharienne, mais il est également vrai que la crise mondiale dévastatrice a produit une accélération criminelle des conflits du fait des intérêts économiques et stratégiques. La crise mondiale a réduit encore davantage les marges de profit du capitalisme et de l'économie

capitaliste réelle. Elle a encouragé la spéculation et la création de masses énormes de capital fictif qui ont ensuite explosé dans l'économie même qui les avait générées, avec pour résultat que le prolétariat mondial est écrasé sous le poids d'une hécatombe sociale sans fin. Elle a également secoué les grandes puissances impérialistes qui, afin de poursuivre à tout prix, la survie de leurs économies, justifient même la violence de la guerre, et produisent des désastres humains et environnementaux partout uniquement pour avoir un minimum d'avantages économiques.

C'est la face tragique que le capitalisme présente tous les jours. La crise a mis des millions de travailleurs dans la rue. Le capitalisme a fait appel à eux pour payer les frais de sa survie. Appétits impérialistes et agression criminelle sont ravivés. Hier, nous avons eu les épisodes de l'Irak et de l'Afghanistan, aujourd'hui ceux du Mali et du Niger, demain on peut s'attendre à ce que la guerre éclate n'importe où s'il y a une valeur économique, stratégique ou «seulement» une certaine valeur géopolitique. Les «dommages collatéraux»

seront alors la faim et la misère de peuples entiers, l'hyper-exploitation du prolétariat, le chômage galopant joint à un processus de paupérisation incontrôlable; l'impérialisme n'a aucune pitié pour ces derniers ni maintenant ni à l'avenir. Si l'impérialisme a un intérêt pour quelque chose, c'est à capturer la colère et le désespoir des dépossédés qu'il a produit puis les entraîner, pour ses propres intérêts, au nom de la démocratie, sous la bannière du nationalisme - à la fois laïc et religieux - pour une guerre «juste» contre le terrorisme et pour la liberté des peuples.

Ce faisant, l'impérialisme ne cherche pas seulement la chair à canon habituelle, la même qui, dans les périodes normales, est l'outil de l'exploitation de son capital, mais il veut aussi, et ce n'est pas une question secondaire, rendre plus difficile toute réponse de classe en tant que classe « pour soi » que le système capitaliste génère continuellement.

FD, 31 janvier 2013

---

## ***Révoltes ... en l'absence de luttes ouvrières***

*L'article, ci après est attachant car il a été écrit par un camarade vivant en Turquie et qui connaît bien le pays. Il comporte beaucoup d'informations qui permettent de comprendre plus profondément le dernier mouvement protestataire du 28 mai au 6 juin. Toutefois, comme en Égypte, en Grèce ou au Brésil, tous ces mouvements interclassistes qui expriment un ras-le-bol des masses populaires contre la situation du capitalisme aujourd'hui n'ont aucun devenir tant que la classe ouvrière ne s'exprimera pas de façon plus déterminée et décidée.*

*Très vite dès la naissance de tels mouvements, l'État fait intervenir ses forces de répression pour reprendre la situation en main. Pendant près de 20 heures en Turquie, les policiers ont fait parler la force pour déloger les manifestants, faisant de nombreux blessés. La police est également intervenue à Ankara pour disperser, à grands renforts de gaz lacrymogènes et de canons à eau, quelque 5.000 manifestants.*

*La crise politique turque n'est cependant pas résolue. Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan suite à un scandale financier sans précédent touchant certains de ses proches dont son fils, des ministres et des membres du parti de gouvernement, fait face à une nouvelle contestation de la rue (manifestation du 27 décembre), de membres de son parti qui ont démissionné. Il semble aujourd'hui lâché par l'armée.*

## **Du sauvetage d'un parc à la grève de 500 000 ouvriers : L'arrière-plan des événements en Turquie**

Aujourd'hui, le 5 juin 2013, il y a « grève générale » en Turquie. On s'attend à ce qu'environ un demi-million d'ouvriers prennent part à cette grève, qui a été organisée par cinq des syndicats de « gauche », KESK (secteur public), DISK (secteur privé), EĞİTİM-SEN (éducation), TMMOB (secteur des techniciens) et TOB (secteur de la médecine). Depuis vendredi dernier il y a eu des centaines de manifestations dans 67 des 81 provinces de Turquie, des millions de personnes dans la rue, au moins deux personnes tuées et des milliers d'arrestations.

Comment cette situation s'est-elle développée en moins d'une semaine ? Comment une petite manifestation contre le développement d'un parc à Istanbul est-elle devenue une étincelle qui s'est répandue dans tout le pays, et a impliqué

une aussi grande masse de gens ? Pour le comprendre il est nécessaire de regarder quelques détails de l'arrière-plan.

Bien sûr, ce n'est pas la construction d'un super marché qui a enflammé l'ensemble du pays. Les événements du parc Gezi ont plutôt agi comme une étincelle sur de l'amadou. Il y a cinq causes principales derrière la conflagration actuelle.

### **La brutalité policière :**

Probablement, la cause la plus immédiate a été la brutalité avec laquelle la police a évacué les protestataires anti-développements à Taksim. La police turque a une longue tradition d'attaque brutale des manifestants, et de se lancer dans des attaques incroyablement violentes même contre

des manifestations pacifiques minuscules. Depuis les quelques dernières années, il semble que les choses sont devenues encore pires avec les gaz et les canons à eau qui sont maintenant la méthode préférée pour régler des situations aussi différentes que les énormes manifestations du 1er mai, les supporters de football hors de contrôle et des petites protestations environnementales. C'est ce genre de réaction de violence qui semble être la chose qui a mis le feu à la situation.

### **Taksim :**

La place Taksim elle-même a une signification spéciale dans l'histoire de la classe ouvrière et de la gauche en Turquie. C'est le centre d'Istanbul, le lieu traditionnel des manifestations du 1er mai, et c'est là qu'en 1977, 42 personnes ont été tuées par balle et 220 blessées le 1er mai. Ces dernières années, à une exception notable, les manifestations ont été interdites sur la place, et il y a eu des batailles de rue importantes tandis que les gens essayaient d'y accéder. Taksim a sa place dans le cœur de la gauche turque, et peut-être pire encore que la construction d'un super marché, il y a l'intention du gouvernement de construire une mosquée.

### **Islamisation rampante :**

Le Parti de la Justice et du Développement (AKP) au pouvoir est le descendant direct du Welfare Party (RP, Parti du Bien-être), qui a été chassé du pouvoir en 1997 dans ce qui est connu en Turquie sous le nom de coup d'État post-moderne. L'année suivante, le Parti était interdit pour avoir violé les principes constitutionnels de la laïcité. Il a été aux affaires, accroissant sa majorité à chaque élection depuis 2002 et, en 2011, il a obtenu le score écrasant de 49,8% de voix. Au cours de cette période, il a lentement défait le système laïc. L'exemple le plus connu est le voile à l'université, mais il y a eu des exemples récents incluant la restriction de la publicité pour l'alcool et sa vente en boutique, l'abaissement de l'âge d'admission dans les écoles religieuses et des annonces dans le métro d'Ankara alertant les couples à propos des baisers en public. Il y a le sentiment répandu dans le pays que le gouvernement veut transformer la Turquie en un autre Iran. Une autre chose qui a profondément choqué les membres de la plus importante minorité religieuse, les Alevis, est le nom qui a été choisi par l'État pour le nouveau pont du Bosphore. Le nom du nouveau pont, qui est tellement controversé que, même l'entreprise qui le construit, a été réticente à l'utiliser et l'appelle simplement « le troisième pont », doit être le pont Sultan Sélim. Sultan Sélim connu comme « Selim the Grim » en anglais (Sélim le Sinistre), fut responsable de larges massacres contre les Alévites et d'autres musulmans Chiïtes. C'est à peu près l'équivalent de nommer un pont au Kurdistan irakien, Pont Mémorial Saddam Hussein.

### **La politique régionale :**

Les deux facettes les plus importantes de la politique turque ont probablement été l'accord de paix avec le PKK et le soutien aux rebelles syriens. Bien sûr, les laïcs sont mécontents du soutien du gouvernement à une opposition islamiste contre un État laïc, des missiles et des bombes perdus, et des masses de réfugiés que cela a ramené chez eux. L'accord de paix du gouvernement avec les nationalistes Kurdes a aussi suscité l'inquiétude des nationalistes turcs à la fois de gauche et de droite. La

déclaration du Comité Central du Parti Communiste Turc du 4 juin dit clairement que le drapeau national turc est « dans les mains du peuple », que les nationalistes kurdes ne devraient pas passer d'accord avec l'AKP et qu'ils devraient devenir une partie du « mouvement ouvrier populaire uni, patriotique et éclairé » agitant vraisemblablement ce drapeau imbibé de sang comme eux-mêmes le font.

### **Les luttes ouvrières :**

Les quelques dernières années ont été relativement calmes depuis le grand mouvement centré sur la lutte de TEKEL<sup>(10)</sup> à l'hiver/printemps 2010. Cependant, récemment il y a eu un accroissement marqué de la combativité, qui a vu d'importantes grèves dans le secteur textile et les ports de la côte sud. Turkish Airlines a été en grève pendant deux semaines et, avant même que ces événements éclatent, 240 000 membres du KESK devaient entrer en grève le jour même de toute façon. Il faut ajouter à cela que le syndicat des ouvriers du métal fort de 110 000 personnes doit mener une grève vers la fin du mois.

Quand toutes ces causes sont regroupées par l'attitude dure et autocratique du règne semi-impérial de Tayip, il n'est pas surprenant que les choses se soient passées ainsi.

### **Du parc Gézi à la grève générale**

Après l'attaque initiale de la police au parc Gézi, les manifestations se sont répandues rapidement dans le pays. Au début de façon spontanée avec la population sortant simplement dans la rue. Les journaux et les chaînes de TV proches du gouvernement ont minimisé ou même à peine évoqué la question, mais les mots vont vite via Twitter et Internet, incitant le premier ministre Tayip Erdoğan à nommer les médias sociaux comme étant « la pire menace pour le pays ». Vingt-quatre personnes ont depuis été arrêtées pour le « crime » de poster des Twits.

Le principal parti d'opposition, le Parti Populaire Républicain Kémaliste (CHP) a organisé une grande manifestation pour marcher sur Taksim, et d'autres protestataires, non dissuadés par la fermeture du métro, ont traversé le pont du Bosphore par milliers pour se joindre aux protestataires. Le matin du 1er juin Tayip déclarait que la police était à Taksim pour y rester, mais vers 15h45 le même jour elle commença à se retirer de la place, laissant le contrôle aux protestataires. Dans d'autres villes, les protestations devenaient de plus en plus violentes avec la police. A Ankara, elle a lancé des gaz lacrymogènes depuis des hélicoptères et tué au moins un protestataire en tentant de chasser les manifestants de la place centrale.

D'autres villes importantes à travers le pays ont vu des manifestations massives avec au moins encore un mort de

---

<sup>10</sup>. Lutte des ouvriers de TEKEL de Diyarbakir en 2010, l'ancien monopole des alcools et des tabacs privatisé et vendu à un groupe anglo-saxon en 2008. Ces derniers ont mené un mouvement social d'une ampleur et d'une durée inattendue, au plus froid de l'hiver. La protestation se portait contre les conditions de leur reclassement après la fermeture des usines, ils ont afflué de tout le pays vers Ankara.

plus, à Antakya. A Tunceli, il y a aussi des rumeurs selon lesquelles un manifestant a été tué par balle. A Izmir les bureaux de l'AKP ont été brûlés, et dans l'ensemble du pays depuis les grandes villes - pas seulement dans le centre mais aussi dans les banlieues - jusqu'aux petites villes.

Ces protestations semblent participer d'un mouvement interclassiste entraînant tous ceux qui ressentent de la colère contre le régime. Toutes sortes de groupes politiques sont représentées là, depuis l'extrême-gauche à l'extrême-droite. Sur la place Taksim des drapeaux avec la photo du leader emprisonné du Parti Ouvrier Kurde (PKK), Abdullah Öcalan ont été déployés, aussi bien que des gens agitant des drapeaux turcs, et même faisant le salut des Loups Gris (ultra-nationalistes turcs).

### **Qu'en est-il de la classe ouvrière ?**

Bien sûr, un mouvement de masse tel que celui-ci ne peut pas aller de l'avant sans la force de la classe ouvrière. Des appels à la grève générale pour lundi (3 juin) ont commencé à circuler sur Twitter et Facebook dimanche dans la nuit et, bien qu'il n'ait jamais semblé qu'ils aient beaucoup de chances d'être suivis, certaines universités à Ankara et Istanbul ont entamé une grève lundi aux côtés de quelques hôpitaux d'Ankara qui ont déclaré qu'ils ne s'occuperaient que des urgences et des manifestants.

Les syndicats de « gauche » se sont réunis lundi pour décider de leur réponse. Le KESK a déjà changé sa grève d'un jour déjà prévue en une grève de deux jours : mardi et mercredi, et les centrales : DİSK, EĞİTİM-SEN, TMMOB, et TOB ont accepté de s'y joindre le mercredi avec des manifestations de grande ampleur organisées dans les trois plus grandes villes, Istanbul, Ankara et Izmir. Bien que ces organisations revendiquent entre elles facilement plus d'un million de membres, il semble raisonnable de s'attendre à ce qu'environ un demi-million de personnes soient réellement en grève aujourd'hui. Un groupe d'opposition au sein de la principale confédération syndicale, TÜRK-İŞ, a aussi publié une déclaration appelant ses membres à soutenir la lutte par une longue liste de méthodes, dont la dernière contient justement l'appel à la grève.

Dans les manifestations autour du conflit de TEKEL il y a trois ans, il semble que le mouvement ait perdu après la grève générale. Les ouvriers ont lutté pendant des mois, occupant le centre d'Ankara et organisant d'innombrables manifestations pour obliger leur syndicat à appeler à une grève générale. Quand cela est finalement arrivé, il semble que personne n'avait de projet pour pousser le mouvement en avant. Avec la grève générale d'aujourd'hui, la véritable question est de savoir ce qui se passera demain.

Le 5 juin 2013. Devrim

---

## ***Le prolétariat égyptien, entre le marteau et l'enclume de la bourgeoisie***

Ce qui se passe en Égypte est l'expression dramatique de la désorientation politique profonde du prolétariat mondial, ainsi que l'une des pires crises de l'histoire du capitalisme. La détérioration des conditions matérielles du prolétariat et des masses défavorisées a été l'un des principaux facteurs de la victoire électorale des Frères musulmans l'an dernier. Avec leurs énormes ressources financières provenant d'un secteur de la bourgeoisie égyptienne, ainsi que des monarchies pétrolières arabes, ils ont toujours maintenu une sorte d'œuvre de « charité », qui, bien sûr, ne peut pas éliminer la misère de millions de prolétaires, même si elle adoucit une partie de ses formes les plus extrêmes pendant une courte période. Une fois au gouvernement, cependant, il était évident qu'ils ne pouvaient pas tenir les promesses généreusement promises lors de la campagne électorale d'une plus grande « justice sociale » : l'idéologie réactionnaire des Frères musulmans, le programme du parti « Liberté et Justice » - l'expression politique de la "Fraternité" - qui est une fraction de la bourgeoisie, excluait cela dès le début. Mais même si les Frères musulmans avait voulu prendre des mesures économiques en faveur des classes populaires, ils auraient dû faire face à la crise économique, comme cela s'est effectivement produit. Cependant, les "frères" n'ont jamais pensé mettre en œuvre des mesures de politique économique autres que celles communément (mais à tort) définies comme néolibérales. Contre les employés, la classe ouvrière, le gouvernement Morsi a suivi la même voie que les gouvernements qui l'ont précédé. En Égypte, comme dans toutes les autres parties du monde, l'aiguillon de la crise signifie que la bourgeoisie ne peut rien faire d'autre,

sinon attaquer les conditions de vie du prolétariat. Pour cela il faut ajouter les mesures prévisibles de tout régime qui bat le pavillon de l'obscurantisme religieux sur « les droits civils », sur la culture, sur les femmes, qui ont irrité la partie laïque de la société dite civile. Le 3 juillet l'armée, qui contrôle quarante pour cent de l'économie égyptienne, en face de manifestations organisées et de l'incapacité de Morsi pour contrôler les rues, a déposé ce qui, en termes bourgeois, était un gouvernement légitimement élu, preuve si jamais il en était besoin, que la démocratie soi-disant est un luxe que la classe moyenne ne peut pas toujours se permettre et qui est allègrement abandonné quand cela l'arrange. Il était évident, cependant, que la fraction de la bourgeoisie qui a été victime du coup d'État n'allait pas s'en tenir là, ouvrant ainsi des scénarios alors imprévisibles. Dans cette bataille entre des fractions adverses de la classe dirigeante, le prolétariat et les couches sociales similaires paient et paieront le plus lourd tribut. Une partie du prolétariat est descendu dans les rues du Caire et d'autres villes, de même que l'autre moitié l'avait fait auparavant, dans la lutte contre Morsi. Dans les deux cas, la détermination, le courage et l'effusion de sang ont été et sont utilisés par la bourgeoisie, en particulier par le gouvernement provisoire "laïque technocratique" soutenu par l'armée, et les obscurantistes fanatiques des Frères musulmans.

La classe ouvrière égyptienne, en commençant dans ses « citadelles » du Delta du Nil, nous a donné d'excellents exemples de combats sur le front de la guerre de classe. Elle a contribué de manière décisive à secouer les régimes



qui paraissaient inébranlables, mais elle n'a jamais pu se libérer de la puissance de la «gauche» bourgeoise - du stalinisme et de ses restes - ou du réformisme, y compris sa version mise à jour du réformisme radical. Lorsque de grandes sections du prolétariat n'ont pas suivi les illusions réformistes séculières, leur colère sociale a été exploitée par l'opium du fondamentalisme religieux. Leur colère a été détournée sur un champ de bataille inter-bourgeois, mais sur ce terrain, la classe ne peut agir que comme chair à canon au service des intérêts qui ne sont pas seulement les leurs, mais leurs sont, en effet, contraires.

C'est une situation tragique mais pas surprenante: en Égypte, et pas seulement ici, la classe ouvrière n'a pas de programme véritablement alternatif en l'état actuel des choses, elle manque d'une organisation qui peut attirer et

canaliser le long de lignes anticapitalistes cohérentes l'énorme potentiel d'énergie sociale que la classe exprime. En substance, il lui manque un parti révolutionnaire.

L'Égypte montre que la tâche de développer les très faibles forces révolutionnaires d'aujourd'hui est de plus en plus urgente. Sans cela le courant le plus avancé du prolétariat restera sans point de référence politique efficace. Soit le prolétariat commence à créer un parti révolutionnaire, outil politique indispensable de la lutte de classe, soit il est destiné à rester tragiquement pris entre le marteau et l'enclume de la bourgeoisie.

*La Tendance Communiste Internationaliste - Le 16 août 2013*

---

## ***Situation impérialisme***

*Vers une nouvelle guerre froide Chine-USA ?*

### ***La situation impérialiste mondiale : vaste remodelage des alliances.***

La situation actuelle au Moyen Orient souligne les récents changements d'alignements impérialistes notamment celui des États-Unis. Il n'est plus question pour ces derniers d'intervenir en Syrie.

Non, Obama n'a pas tergiversé encore une fois sur l'action à entreprendre au Moyen Orient !

Oui, les États-Unis ont modifié leur politique au Moyen Orient et lâché la France sur la question syrienne mais encore Israël sur la question iranienne et sur sa volonté de détruire ses sites nucléaires.

Pourquoi ?

La rivalité géostratégique croissante entre les États-Unis et la Chine pour la possession du Pacifique constitue une ligne de fracture mondiale très préoccupante et augure une "nouvelle guerre froide" plus dangereuse que la première.

Dès 1993, Brzezinski écrivait : « *En évaluant les options futures de la Chine, il faut aussi envisager l'éventualité qu'une Chine économiquement prospère et politiquement sûre d'elle 'mais qui se sent exclue du système global et décide de devenir à la fois le défenseur et le leader des États défavorisés du monde' décide de représenter non seulement un défi doctrinal évident mais également un puissant défi géopolitique au monde trilatéral dominant [États-Unis, Europe occidentale et Japon].* »<sup>11</sup>

---

<sup>11</sup>. Zbigniew Brzezinski, *Out of Control : Global Turmoil on the Eve of the 21st Century*, NYC New York, Charles Scribner's Sons Macmillan Publishing Company, 1993, p. 198

Brzezinski adressait une mise en garde : « *La réponse de Pékin à la remise en question du statu quo global pourrait être la création d'une coalition sino-russo-iranienne* »

En outre, Brzezinski écrivait, en 1997, que « *la tâche la plus urgente [des États-Unis] était de s'assurer qu'aucun État ou groupe d'États ne devienne capable de chasser les États-Unis d'Eurasie ou même de réduire considérablement son rôle décisif d'arbitre.* »<sup>12</sup>

Dès lors, la politique américaine est limpide : casser l'axe russo-chino-iranien. C'est beaucoup plus important que d'aller renverser Assad ! C'est chose faite.

Et c'est ainsi qu'un vaste marchandage est intervenu au Moyen Orient. Les États-Unis viennent de gagner l'alliance avec l'Iran car il fallait contenir la Chine au Moyen Orient comme en Afrique : ces derniers ont soutenu l'intervention française au Mali.

Rappelons-nous les changements brusques d'alliance qu'ont connue déjà les USA. Au début des années 70, la paix au Vietnam (signature des accords de paix le 27 janvier 1973 à Paris) est intervenue dès que les États-Unis ont réussi à détacher la Chine de la Russie.

Au Moyen Orient, nous venons de connaître ce genre de situation avec l'abandon du soutien de la politique interventionniste d'Israël et le lâchage de l'Arabie Saoudite au profit du nouveau gendarme iranien.

Aurélien

---

<sup>12</sup> Zbigniew Brzezinski, *Le Grand Échiquier*, p. 198

## **Syrie**

*Nous publions sur la Syrie le document ci-après qui a été rédigé par des camarades iraniens avant le changement d'alliance des États-Unis. Cela ne change pas la dénonciation des États impérialistes qui ne regardent que leurs propres intérêts sous le couvert de l'humanitaire. C'est encore plus exécration. En ce qui nous concerne nous n'aurions pas utilisé le terme de gangsters pour nommer des cliques impérialistes*

*car tous les impérialistes le sont quels qu'ils soient. C'est les États capitalistes qui poussent à la barbarie inhumaine que nous connaissons.*

## **Syrie, guerre de gangsters, crimes contre l'humanité**

Malgré le fait que le soutien de la Russie au régime syrien (du fait de ses intérêts impérialistes et de l'acceptation du régime de détruire ses armes chimiques) ait temporairement résolu la menace d'une attaque militaire des américains et de leurs alliés, la barbarie continue en Syrie. Des actes barbares, des crimes indescriptibles, des massacres organisés, des atrocités inimaginables, des tueries brutales, la faim, la multiplication de sans-abri, en un mot, le véritable enfer terrestre est une partie de la réalité syrienne. Ceux qui ont survécu sont condamnés à une mort lente ; témoins vivants de la barbarie capitaliste. Pourquoi une telle barbarie a-t-elle eu lieu ?

Les protestations qui ont concerné l'ensemble du monde capitaliste ces dernières années, ont aussi eu lieu dans les pays de langue arabe. Les protestations dans certains pays comme l'Égypte, la Tunisie et d'autres se sont déroulées sous une forme radicale mais dans des pays comme la Libye, la Syrie, etc., elles sont aussi devenues le champ de bataille de gangsters et notamment, du fait de l'implication de pays occidentaux, les pays arabes, la Turquie, l'Iran, etc. étaient tenus à l'écart. Il y a plus de deux ans que la Syrie est devenue leur champ de bataille où ils essaient de se liquider l'un l'autre. D'un côté de la sale guerre, il y a des gangsters comme la Russie, la Chine, l'Iran, le Hezbollah du Liban, etc. et, de l'autre, il y a l'Amérique, la Grande Bretagne, la France, la Turquie l'Arabie Saoudite, le Qatar, etc. Les crimes et la barbarie de cette guerre de gangsters touchent le cœur de tout être humain libre, mais c'est le peuple syrien qui paie le prix de cette guerre. Plus d'une centaine de milliers de tués, des milliers de blessés et des millions de réfugiés en sont le résultat. La guerre a désagrégé le groupe dirigeant de l'État qui a été remplacé par les différences ethniques, religieuses et tribales et a éliminé les conditions pour un mouvement indépendant de la classe ouvrière, dans la mesure où la guerre est aussi une guerre contre la classe ouvrière. Cette guerre a déplacé les protestations de leur terrain de classe indépendant et a empêché la classe ouvrière syrienne d'imposer sa marque sur les événements en tant que bataillon de la classe ouvrière internationale et en tant que classe sociale. Donc, cette guerre a aussi été une guerre contre la classe ouvrière.

Cette guerre est une guerre de bandits, déchirant le voile de la dénommée "aide humanitaire", et elle sert les sales intérêts impérialistes dans le nouvel ordre mondial qui a émergé après l'effondrement du système bipolaire et dans lequel l'Amérique essaie de consolider son hégémonie. La question de la préservation de l'hégémonie américaine sur le monde qui est menacée par ses rivaux gangsters, est si publique et si évidente que même le gouvernement israélien l'admet. Les journaux israéliens "Haaretz"<sup>(1)</sup> et le "Jérusalem Post"<sup>2</sup> ont récemment déclaré que le but de l'attaque américaine contre la Syrie n'a rien à voir avec l'aide humanitaire mais est plutôt en lien avec ses intérêts de superpuissance.

Les gangsters de l'Ouest et leurs alliés tels que la Turquie et l'Arabie Saoudite espéraient que la guerre et les sanctions contre la Syrie affaibliraient le régime criminel syrien et qu'alors leurs voyous, organisés dans l'"Armée Libre de Syrie" ou dans d'autres groupes "Islamiques Armés", comme en Libye, renverseraient le régime d'Assad. Mais ces derniers mois, dans la guerre réactionnaire le rapport de force, du fait du soutien indéfectible et de l'aide de l'Iran, du Hezbollah libanais et de la Russie, a tourné en faveur du régime syrien. Dans de telles circonstances, le bombardement chimique des environs de Damas a choqué leur cœur compatissant et ils nous ont avisé que leur conscience ne pouvait plus supporter la cruauté d'Assad et que le rapport de force dans la "guerre" devait de nouveau tourner en faveur des "rebelles".

L'Amérique proclame qu'il y a des raisons et des preuves suffisantes qui indiquent que le gouvernement syrien serait responsable des attaques chimiques. Comme les attaques chimiques sont considérées comme des crimes contre l'humanité, le régime de Bachar el Assad devrait être puni. Le gouvernement syrien conteste de telles proclamations et insiste sur le fait que dans une situation où le régime obtenait des victoires militaires, il n'était pas nécessaire d'utiliser des armes chimiques. Les gouvernements de Russie et d'Iran ont aussi souligné qu'il n'y a pas de preuve qui indique que le gouvernement syrien utilise des armes chimiques et tous deux déclarent que les armes chimiques ont été utilisées par l'opposition au gouvernement syrien pour provoquer l'attaque de l'Ouest contre la Syrie. Le ministre iranien des Affaires étrangères avait annoncé en décembre de l'année dernière, via l'Ambassade de Suisse, qu'il avait informé l'Amérique que "des armes chimiques artisanales (handmade) de type gaz sarin" avaient été transférées en Syrie et qu'il était possible qu'elles aient été utilisées par les "rebelles".

Tout le monde sait que la bourgeoisie américaine est trop ignoble et criminelle pour que son cœur compatissant soit touché par le bombardement chimique de la banlieue de Damas. L'Amérique est le seul criminel qui a utilisé la bombe atomique. Récemment, le 26 septembre 2013, un journal américain, appelé "Foreign Policy", a révélé des documents classifiés de la CIA qui montrent qu'en 1998 l'Amérique a aidé le régime de Saddam Hussein dans son attaque chimique contre l'Iran dans la guerre Iran-Irak<sup>3</sup>. Grâce à des images satellites, l'Amérique avait trouvé que l'Iran était en train de gagner une position stratégique sur le front de guerre. L'autorité américaine des renseignements a alors procuré aux autorités irakiennes, des informations sur les positions des soldats iraniens, sur leurs installations logistiques, des détails sur la défense aérienne iranienne, etc. Le colonel retraité de l'Air Force Rick Francona, attaché militaire américain à cette époque a déclaré au magazine "Foreign Policy" : "Les irakiens ne nous ont jamais dit qu'ils avaient l'intention d'utiliser des gaz chimiques Ils n'avaient pas besoin de le dire, on le savait déjà."

Le but de l'Amérique était d'empêcher que l'Iran n'obtienne une éventuelle victoire militaire et prenne l'avantage dans les négociations. A ce moment, la supériorité du régime irakien était dans l'intérêt de l'Amérique, afin de l'utiliser comme arme contre l'Iran. Le 16 mars 1988, le régime criminel irakien attaquait la ville de Halabja dans le Kurdistan irakien avec des armes chimiques. Des milliers de personnes sans défense et innocentes moururent comme des animaux en l'espace de quelques minutes, mais la conscience "démocratique" n'a pas été blessée. Ils n'annoncèrent pas qu'ils avaient l'intention de punir Saddam Hussein pour le bombardement chimique d'Halabja ! En 2004, pendant l'attaque de Fallujah en Irak, l'Amérique a utilisé de l'uranium appauvri et du phosphore blanc. Non seulement la conscience des bourgeois américains ne fut pas blessée mais aussi celle des gangsters européens ne fut pas moins.

On se souvient tous comment, en 2003, Colin Powell, le ministre des Affaires Étrangères de George W. Bush, s'est élevé dans le nid des voleurs, l'ONU, et a annoncé au monde qu'il avait des "preuves indiscutables" que Saddam avait des armes de destruction massives et qu'il était une menace pour la paix du monde. Après la guerre, les américains ont retourné chaque pouce de l'Irak mais ils n'ont trouvé aucune arme de destruction massive.

Depuis 100 ans, les communistes ont proclamé qu'avec l'arrivée de l'époque de la décadence capitaliste, l'ère de la révolution sociale et des guerres impérialistes avait commencé. La guerre n'est pas le produit de la politique cruelle d'un État non conventionnel, elle provient plutôt du besoin substantiel du capital ; éviter la guerre à l'ère de l'impérialisme n'est pas possible. Pour que la Guerre Mondiale soit possible, les deux conditions suivantes doivent être réunies :

**Deux blocs politiques, économiques et militaires ;  
La classe ouvrière doit être vaincue au niveau global : physique et politique.**

Mais dans les deux décennies passées, les deux conditions ci-dessus n'ont pas été remplies. D'un côté, chaque gangster essaie de sécuriser ses propres intérêts impérialistes et, de l'autre côté, bien que la classe ouvrière, dans les circonstances actuelles, soit incapable de fournir une alternative à la barbarie capitaliste, elle n'est pas défaite. Aussi, les guerres ont tendance à être des guerres régionales comme celles des Balkans, d'Afghanistan, d'Irak, de Libye et des douzaines d'autres.<sup>13</sup>

D'autre part, la guerre en Syrie a permis la liquidation des gangsters démocrates par des gangsters islamiques (la bourgeoisie iranienne). La Syrie est un allié stratégique de l'Iran. John Kerry, le ministre américain des Affaires étrangères, a déclaré que : "une attaque contre le régime d'Assad renvoie aussi un message à l'Iran et au Hezbollah". De ce point de vue, la Russie a prévenu : si l'Ouest attaquait

la Syrie, elle enverrait ses missiles "S-300" dans des "zones sensibles" du monde.

Conformément à ses intérêts impérialistes, l'Iran a averti qu'une attaque contre la Syrie ne resterait pas limitée à ce pays et son rayon d'action pourrait s'étendre à d'autres pays de la région. Le Leader Suprême de la bourgeoisie Islamique a averti que "la région ressemble à un baril de poudre dont l'avenir ne peut être prévu."

Le 26 août 2013, en marge de la neuvième session du Conseil Suprême de Sécurité Nationale, le Major Général Mohammad Ali Jafari, commandant en chef des Gardes Révolutionnaires Islamiques d'Iran, a mis en garde contre une action militaire contre la Syrie et a déclaré qu'une réponse à une attaque militaire contre la Syrie dépasserait ses frontières.

Des équipements militaires iraniens, comprenant des avions sans pilotes et aussi la "mobilisation des nouvelles technologies" (des groupes de pression irréguliers), qui ont l'expérience de brouiller les communications des protestataires de façon irrégulière, ont été fournis à la Syrie. Des journaux iraniens ont annoncé que depuis qu'il a reçu la "mobilisation des technologies" le régime syrien eu quelques succès et a obtenu une meilleure situation. Étant donné que le système de défense aérien syrien, qui est fait en Russie, est très vaste, il est difficile d'établir une zone d'exclusion aérienne. Il est indéniable que, sans le soutien de la Russie et de l'Iran, le régime syrien, comme la Libye, tomberait en quelques mois.

La Syrie a un rôle stratégique et vital important pour l'Iran. Il n'est possible d'apporter un soutien financier, en armes et en logistique au Hezbollah au Liban, au Hamas en Palestine et à d'autres mouvements réactionnaires en Afrique qu'avec l'aide de la Syrie. Des spéculations insistantes indiquent que l'Iran a dépensé approximativement 10 à 20 milliards de dollars de subventions pour soutenir le régime d'Assad.

L'Iran a l'expérience de l'Irak et, de façon certaine, même si le régime d'Assad tombait, elle a ses propres plans et essaiera de faire obstruction à l'Ouest, comme l'a fait l'Irak, et poursuivra son influence sous d'autres formes.

C'est des circonstances semblables que Mahdi Tayb, le chef du Quartier général d'Amar, et aussi professeur d'université déclara dans des séminaires que :

*"La Syrie est la trente-cinquième province et une province stratégique pour nous. Si l'ennemi nous attaque et veut prendre la Syrie ou le Khouzistan [la province d'Iran où il y a le pétrole] notre priorité est de garder la Syrie car si nous gardons les syriens alors nous pouvons reprendre la province du Khouzistan, mais si nous perdons la Syrie, nous ne pouvons pas non plus garder Téhéran."*<sup>4</sup>

L'opposition iranienne, dans la droite ligne du capital, et les Moudjahidin espèrent qu'après la Syrie viendra le tour de l'Iran, et qu'ils joueront le rôle de l'"Armée de libération" dans les tensions impérialistes. A la gauche du capital, le Parti Communiste Ouvrier d'Iran (avec un langage radical) et sous le titre "La Révolution syrienne", souligne que la chute du régime d'Assad mettra les forces révolutionnaires

<sup>13</sup> . Il y a d'autres raisons, notamment les différents camps impérialistes ne sont pas actuellement stables. (note d'Aurélien)

sur le devant de la scène, et défend l'attaque militaire contre la Syrie. Lors des événements de Libye, ce courant anti-révolutionnaire déclarait que l'attaque de l'OTAN avait permis à la révolution libyenne de se poursuivre. Maintenant, ils espèrent qu'après la Syrie ce sera le tour de l'Iran et que la révolution iranienne se poursuivra. Aucun autre courant politique dans le milieu politique iranien n'a autant salué les valeurs de Révolution, du Communisme, de l'Internationalisme ouvrier, etc. que ce courant anti-communiste. Qui mène la Révolution syrienne ? Où est la classe ouvrière de Syrie ? Quelle est la force matérielle de la Révolution syrienne ?

Malgré le bellicisme des gangsters démocratiques, la majorité des gens sont contre la guerre. Le journal français "Le Figaro" a publié un article le 7 septembre 2013 rappelant que la grande majorité du peuple français est opposée à une action militaire en Syrie, comme le parlement de Grande Bretagne, indépendamment du peuple britannique qui a stoppé le bellicisme de Cameron. Angela Merkel a soutenu une résolution diplomatique sur la Syrie, pas pour des raisons humanitaires mais plutôt sous la pression de l'opinion publique, d'une part, et pour ses intérêts impérialistes d'autre part.

La guerre de gangsters est inscrite dans la pourriture du capitalisme comme mode de production. La seule position, à propos des événements en Syrie, qui soit révolutionnaire est celle qui établit la responsabilité capitaliste de toute la sauvagerie et la barbarie de part le monde. En l'absence de l'implication de la classe ouvrière syrienne, la classe ouvrière internationale porte une grande responsabilité. Au lieu d'être la chair à canon dans la guerre de gangsters, la révolution communiste devrait être accomplie pour en finir avec la misère capitaliste.

Firoz Akbary 26 Septembre 2013

1. <http://www.haaretz.com/opinion/.premium-1.544300>
2. <http://www.jpost.com/Opinion/Columnists/Column-One-Obamas-bread-and-circuses-324714>
3. [http://www.foreignpolicy.com/articles/2013/08/25/secret\\_cia\\_files\\_prove\\_america\\_helped\\_saddam\\_as\\_he\\_gassed\\_iran?wp\\_login\\_redirect=0](http://www.foreignpolicy.com/articles/2013/08/25/secret_cia_files_prove_america_helped_saddam_as_he_gassed_iran?wp_login_redirect=0)
4. TABNAK, site professionnel d'informations, 14 février 2013.

---

## Comprendre ?

*Nous publions l'article de réflexion, ci après, écrit par nos camarades du Canada. Il permet d'une part de rendre compte du niveau de lutte important qui se développe dans ce pays. Et d'autre part, il s'interroge sur le fait que les luttes ouvrières sont souvent défaites. Pourquoi ? Comprendre cela est déjà le moyen de se renforcer. Une première leçon porte sur comment s'organiser de façon autonome et ne faire confiance qu'à ses propres forces en tant que classe en lutte. Une autre leçon porte sur comment doivent se développer les luttes : de façon unitaire et la plus large possible pour créer un rapport de force en faveur des travailleurs.*

*Il reste à comprendre que de nombreux combats seront encore nécessaires pour retrouver un niveau important de lutte après l'offensive violente de la bourgeoisie contre la classe ouvrière qui s'est développée sur tous les terrains : politiques, idéologiques, économiques, puis qui s'est intensifiée après la chute de l'autre bloc impérialiste, celui de l'Est.*

## Pourquoi on perd tout le temps



Le monde ouvrier va mal, de la défaite de Rio Tinto Alcan au conflit de MAPAI qui s'enlise, en passant par la fermeture d'Old Dutch, de la défaite à Aveos et la loi spéciale dans la construction, la classe ouvrière au Québec semble en fait ne subir que défaite sur défaite. Au niveau international, ce n'est pas mieux, les défaites des

travailleurs et travailleuses de l'automobile en France, ou l'échec du prolétariat grec, espagnol, portugais, anglais et italien à faire obstacle à de violents plans d'austérité en témoigne. Pourquoi? Pourquoi nos grèves ne semblent plus créer un rapport de force nécessaire pour faire plier les patrons? Nous tenterons de donner des réponses et aussi, de

proposer des pistes d'actions pour contre-attaquer efficacement les offensives patronales, notamment en donnant des exemples de luttes victorieuses.

Les règles du jeu

La vaste majorité des grèves sur le territoire du Québec sont des grèves qui ont lieu dans une période de négociation de conventions collectives, dans un cadre légal très strict, qui a tendance à isoler les grévistes à chaque injonction, que les employeurs n'hésitent pas à faire pleuvoir. Nous nous battons sur le terrain de la légalité bourgeoise, avec les règles que nos ennemis nous fixent. Les relations incestueuses entre le patronat et l'État ne sont plus à démontrer. L'État capitaliste n'étant que l'appareil de domination de la bourgeoisie. Ses lois "spéciales" casse-grèves et ses injonctions le prouvent à chaque lutte. Suivre les règles, respecter les injonctions, refuser l'illégalité et la désobéissance, c'est faire le jeu des patrons, c'est donner toute l'initiative et le choix du terrain à l'adversaire, c'est se condamner à perdre. Le mouvement ouvrier s'est construit dans l'illégalité. Ses victoires ont toujours impliqué la désobéissance civile et le nécessaire travail d'organisation pour résister à la police. (le cas d'Aveos, où la police a défoncé les lignes du piquet ouvrier en mars passé pour permettre aux patrons de sortir les machines et de fermer la « boîte », devrait nous rappeler que la police de l'État bourgeois est prête à tout pour réprimer nos grèves à coup de matraques et de gaz). Par la grève illégale et sauvage, le non respect des injonctions et l'organisation de notre résistance, nous imposerons nos règles du jeu.

## Gagner ensemble

Nous luttons souvent isolés, usine par usine, entreprise par entreprise, secteur par secteur. La force de notre classe vient de sa solidarité et de son nombre. L'unité de nos luttes est primordiale. Les garagistes du Saguenay se battent dos au mur, les lock-outés de Kronos et de Silicium, les grévistes de Mapei, tous et toutes luttent isolés. Les travailleurs doivent se rassembler, visiter les lignes de piquetage des autres, participer à bloquer la production des autres entreprises, des manifestations et des actions communes doivent être organisées, des structures de coordination doivent être développées. L'unité des luttes ouvrières est une priorité pour s'assurer de donner un véritable coup au patronat.

Sauvons-nous nous mêmes

Un autre problème des luttes des travailleuses et de travailleurs en ce moment est la modération forcée imposée par les représentants syndicaux. On peut voir le cas de Mapei où le permanent syndical a tenté de faire lever un blocage de solidarité, ou au Saguenay où les permanents ont découragé les actions de solidarité et les visites de travailleurs et de travailleuses sur les lignes de piquetage. Ou encore en négociant au rabais dans la construction et en acceptant tout bonnement la loi spéciale péquiste<sup>(14)</sup>. Si les syndicats agissent de la sorte, c'est que les bureaucrates qui les composent, priorisent leur appareil avant nos luttes. Les permanents, les bureaucrates vivent des cotisations syndicales, ils ne peuvent pas mettre en danger l'appareil en transgressant les lois, en se liant avec des travailleurs et travailleuses d'autres centrales syndicales. Ces bureaucrates ne seront jamais capables d'aller plus loin que la stricte

14. Loi du gouvernement « péquiste » (Parti Québécois) de Pauline Marois.

légalité et le cadre de lutte imposé par l'État et les patrons, car leurs conditions de vie en dépendent. Nos luttes doivent être autonomes des syndicats, il faut créer des comités de grèves, qui ne sont ni encadrés par la loi, ni par les bureaucraties syndicales.

## La meilleure défense, c'est l'attaque

Un problème majeur des luttes actuelles est de laisser, la vaste majorité du temps, l'initiative au patronat. Le patronat est à l'offensive et tout le mouvement ouvrier est sur la défensive. Donnons l'exemple de la dernière grève dans la construction. Alors qu'une campagne offensive aurait pu être menée, notamment sur la sécurité (un prolo de la construction meure tous les 5 jours ouvrables d'un accident de travail). Mais les directions syndicales se sont réfugiées dans un discours de défense des acquis, de protection, plutôt que d'employer une rhétorique agressive sur l'hygiène sur les chantiers et la sécurité. L'opinion publique aurait déjà été plus favorable à une lutte pour sauver la vie de travailleurs et de travailleuses et cela aurait mis des bâtons dans les roues du gouvernement péquiste, car il aurait été très facile de renvoyer le gouvernement dans ses « câbles » en l'accusant de faire passer les profits avant la vie (ce qui est vrai, bien sur !). Aussi, aucune action contre les bureaux des entrepreneurs, le conseil du patronat, ou le gouvernement à la veille de la loi spéciale n'a été entreprise. Les actions se sont limitées à barrer l'accès aux chantiers. En adoptant une position défensive nous laissons à nos adversaires le choix de décider où nous frapper et quand. Le prolétariat doit repasser à l'offensive le plus vite possible.

## Des luttes exemplaires

Suite à l'interdiction de grève qui avait frappé les employés du transporteur aérien Air Canada en 2011, un bagagiste a dit sa façon de penser à la ministre fédérale des transports. Lui et quelques-uns de ses collègues qui avaient applaudi à ses propos, ont été licenciés en mars 2012 pour leur attitude. Les bagagistes de l'aéroport Pearson de Toronto ont déclenché une grève illégale demandant leur réintégration, rapidement suivie par les mécaniciens et mécaniciennes et les autres employés au sol. La grève s'est rapidement propagée à l'aéroport d'Ottawa et l'aéroport Pierre Elliott Trudeau à Dorval. Même les pilotes d'Air Canada ont décidé de "caller malade"<sup>(15)</sup>, tous la même journée en solidarité. Le résultat fut la réembauche des travailleurs licenciés et le renvoi des cadres qui avaient procédé aux congédiements. Cette lutte est exemplaire par sa défiance de la légalité bourgeoise, sa capacité à créer une unité entre travailleurs et travailleuses, malgré les différentes professions et les séparations géographiques. Les ouvriers sud-africains de tous les secteurs se sont lancés dans une série de grèves offensives depuis deux ans en suivant des principes similaires et en remportant de nombreuses victoires. Le prolétariat égyptien a fait tomber un gouvernement<sup>(16)</sup> et remporter des victoires matérielles substantielles depuis deux ans avec ce genre de tactique. Ces luttes sont exemplaires, mais elles sont loin de suffire.

## Garantir nos acquis

15 Tomber malade.

16 Le deuxième gouvernement a été emporté par un mouvement interclassiste.

Même si les travailleurs et travailleuses ne menaient que des luttes victorieuses, qu'ils et elles arracheraient la sécurité sociale, des hausses de salaires, la diminution du temps de travail etc..., rien n'empêcherait la bourgeoisie de reprendre ces acquis plus tard, ou de les reconquérir via l'exploitation de nos frères et sœurs vivant dans d'autres régions du globe. La bourgeoisie, comme classe dominante, est hautement organisée, nous le sommes largement moins. Si les luttes victorieuses servent à augmenter la confiance en notre capacité d'agir et de gagner, elles sont aussi un terrain fécond pour que les membres de la classe ouvrière les plus avancés politiquement - les révolutionnaires - puissent se rencontrer et partager leurs expériences. De ces rencontres, nous espérons voir naître un parti politique anti-stalinien et anti-parlementaire à l'image de nos pratiques, méthodes, ambitions et espoirs. Nous ne prétendons pas être l'embryon de ce parti, mais une de ses futures composantes.

Ceci dit, la question de l'organisation révolutionnaire ne doit pas mettre dans l'ombre un autre aspect essentiel: l'auto-activité, la résistance et la créativité de l'ensemble des exploités qui choisissent de dire enfin, non au capitalisme. C'est par l'action de masse que nous pourrions prendre le contrôle de nos lieux de travail, de nos quartiers et, à vrai dire, de l'ensemble de la société. C'est dans ces lieux stratégiques au niveau du pouvoir économique et politique que pourront se composer les assemblées populaires et conseils ouvriers qui seront les nouvelles bases de notre démocratie. La structure administrative de la société que nous envisageons viendra consolider le travail des conseils en défendant leurs avancées et en coordonnant leurs activités. L'ensemble de ce processus permettra de planifier démocratiquement l'économie en fonction des besoins humains et non en fonction du profit qui pourrit l'harmonie sociale et la vie de milliards de prolétaires. Nous pensons que ce projet est le projet politique historique de la classe ouvrière : nous appelons ce projet le communisme.

Maximilien et Nicolas

---

## *Histoire du mouvement ouvrier*

### ***Note sur l'histoire du trotskisme en Grèce***

Au début de la Seconde Guerre mondiale les organisations trotskistes en Grèce ont défendu les principes de l'internationalisme prolétarien, ont rejeté le mythe de la guerre «anti-fasciste», ont soutenu que cette guerre était impérialiste et qu'elle a été menée pour la redistribution violente des marchés entre les blocs militaires en conflit. Elles défendaient l'idée de la révolution socialiste comme moyen de sortir de la tuerie mutuelle des peuples partout dans le monde pour les intérêts du capital.

Les mêmes thèses ont été affirmées au début de la guerre gréco-italienne (du 28 octobre 1940 au 6 avril 1941 ; avant l'intervention allemande qui fait suite à l'immobilisation de l'armée italienne). Elles se sont opposées à la ligne de la «défense de la patrie» soutenue par le Parti communiste stalinien (KKE), qui pendant l'Occupation a été le premier à créer la résistance nationale (EAM-ELAS<sup>(17)</sup>).

Avant l'invasion italienne existaient deux organisations trotskistes liées à la 4<sup>ème</sup> Internationale:

*L'Organisation Unique des Communistes Internationalistes de Grèce (EOKDE)* dirigé par Pantelis Pouliopoulos, qui fut le fondateur du trotskisme en Grèce ;

*L'Union Communiste Internationaliste de Grèce (KDEE)* dirigé par Agis Stinas.

Pendant la dictature de Metaxas<sup>(18)</sup> la majorité des cadres des organisations trotskistes ont été arrêtés et emprisonnés. En 1938 a eu lieu un grand débat entre ces organisations en vue de résoudre leur différences (les questions en discussion portaient sur : le caractère de la dictature de

Metaxas, la défense de l'URSS dans la guerre, la création du nouveau parti). La discussion a eu lieu dans les prisons et a été menée de manière exemplaire sous la forme de bulletins internes ayant une numérotation de plusieurs milliers de pages qui n'ont pas encore été publiés à ce jour.

La différence majeure entre ces organisations portait sur la question de la défense de l'Union Soviétique en cas d'attaque militaire. La EOKDE a soutenu la position classique de Trotski, alors que KDEE a rejeté ce slogan, et c'est pourquoi elle a pris de leurs adversaires le nom de «défaitistes». Néanmoins, ce rejet ne reposait pas sur une analyse de la nature capitaliste de l'URSS stalinienne et se manifestait de manière impressionniste et contradictoire.

La KDEE a proclamé son accord avec les analyses de Trotski sur la nature de classe ouvrière de l'Union soviétique, en conformité avec lesquels elle est un «état ouvrier dégénéré bureaucratique». Cependant, elle a refusé de la soutenir « sans condition » (comme le proclamait la Quatrième Internationale) dans une attaque militaire avec pour raisonnement qu'elle appartenait à l'un des deux blocs impérialistes, tout en considérant qu'un possible défaite au cours de la guerre ouvrirait des perspectives pour une « révolution politique » contre le stalinisme.

Au cours de l'Occupation, le trotskisme en Grèce a subi plusieurs scissions et « re-groupements » (finalement il y avait 5 groupes trotskistes), mais aucune tendance n'a soutenu la résistance nationale, ni l'adhésion, ni le « soutien critique » de l'EAM parce qu'elles avaient des positions clairement internationalistes (il n'y eut seulement qu'un certain nombre d'adhésions individuelles avec des résultats tragiques).

Des désaccords occasionnels ont surgi entre des organisations ou les différentes fractions concernant l'évaluation de la nature sociale du mouvement de l'EAM et

---

17. EAM = Le Front de libération nationale - ELAS = l'armée populaire de libération nationale.

18. Ioánnis Metaxás (1871 et 1941), général puis Premier ministre (dictatorial) du Royaume de Grèce de 1936 à sa mort.



le caractère des conflits de décembre 1944 entre ELAS et les troupes britanniques <sup>(19)</sup>.

En 1946, après des longues discussions, a eu lieu une Conférence d'unification des trotskistes ; ils fondèrent l'Organisation Unifiée de la Quatrième Internationale (KDKE), à la quelle toutes les organisations trotskistes ont adhéré.

A la fin de la guerre, le Secrétariat Européen de la 4ème Internationale s'était reconstruit, et dans une décision de sa Conférence a apporté un soutien critique aux « mouvements de la résistance de masse ». C'est pourquoi, à la veille de la Conférence d'unification des trotskistes grecs, le Secrétariat a critiqué fortement ces derniers en les accusant de sectarisme concernant leur attitude sur l'EAM et a exercé des pressions pour faire accepter le slogan de la mise en place d'un «gouvernement de l'EAM sans bourgeois» au cours de la période des conflits de décembre <sup>(20)</sup>.

Pendant cette controverse, malgré les interprétations différentes données par les groupes trotskistes et les différentes fractions, aucune organisation n'a soutenu l'ELAS, étant donné que des dizaines de trotskistes avaient été assassinés par les Forces Spéciales du Parti Communiste (OPLA – cf. document joint à la fin de l'article).

Une des principales raisons pour cela était l'impasse dans laquelle la direction du Parti Communiste s'est trouvée quand elle a refusé de prendre le pouvoir après le départ de l'armée allemande (entre le 12 et le 28 octobre), et permettant aux forces britanniques et au gouvernement grec exilé de s'installer dans le pays. La révélation pratique : c'est à dire la révélation du rôle de l'impérialisme britannique ce qui a créé un climat favorable pour les positions trotskistes sur la base du parti stalinien.

---

19. A la libération, le KKE (parti communiste « stalinien »), première force politique du pays, ne prit pas le pouvoir en décembre 1944, mais l'EAM-ELAS refusa de se dissoudre, et se tourna contre les troupes Alliées. Les troupes britanniques venaient de débarquer le 28 octobre au Pirée. Les troupes allemandes avaient déjà évacué Athènes le 12 octobre. "Les événements de décembre" font référence à une série d'affrontements à Athènes du 3 décembre 1944 au 11 janvier 1945 entre les forces de la Résistance de gauche (EAM-ELAS, KKE) et l'Armée de terre britannique soutenue par le gouvernement grec, la police urbaine et l'extrême-droite (les bataillons de sécurité). Le 3 décembre 1944 est marqué par des tirs du gouvernement et des forces anglaises, entraînant la mort de 28 manifestants et blessant 148 d'entre eux. La manifestation a été organisée en réponse à l'ultimatum du gouvernement d'unité nationale de Georgios Papandreou demandant le désarmement de tous les groupes de guérilla.

20. 1944 cf. note 3.

## Précisions sur l'OPLA

"OPLA", un acronyme qui signifie «arme» en grec, c'était une division spéciale du Parti communiste de Grèce (KKE) au cours de l'Occupation de la Grèce pendant la seconde guerre mondiale. Elle faisait partie du Front de la libération nationale (EAM) contrôlée directement par le bureau politique du KKE. Elle peut être décrite comme une force de sécurité paramilitaire. Elle fonctionnait dans les villes, et son but était la "légitime défense" des membres du Front de

D'ailleurs, cette situation a contraint la direction du Parti Communiste de faire appel aux trotskistes pour organiser un débat politique public. En 1946, dans un théâtre d'Athènes eut lieu quatre débats entre le KKE et les trotskistes unifiées, alors qu'auparavant le KKE les assassinait et les traitait des pires caractérisations : "fascistes", "collaborateurs", "Gestapo rouge", etc..., en raison de leur politique internationaliste.

La tendance de Stinas a quitté le KDKE en 1947 et a rompu toutes les relations avec la 4ème Internationale. Par la suite elle a suivi un parcours de courte durée avant de se dissoudre.

Cornelius Castoriadis a fait partie des membres de KDEE de Stinas pendant l'Occupation ; après la Libération il a réussi à fuir vers la France. Stinas a suivi un parcours parallèle à celui de Castoriadis, il a également rejeté le marxisme à la fin des années 60 en gardant des relations de solidarité politique avec ce dernier. Au cours de la dernière période de sa vie, Stinas s'est manifesté publiquement en faveur de la tendance anarchiste grecque.

Stinas a écrit deux livres: ses «Souvenirs» et le « EAM, ELAS, OPLA».

Le premier est un bilan remarquable du mouvement révolutionnaire en Grèce. Toutefois, il y a plusieurs incertitudes, simplifications et informations fausses ou trompeuses. Dans son deuxième livre, il défend fermement ses positions internationalistes contre le nationalisme stalinien, mais manifestent les mêmes problèmes de sorte que sa position politique s'affaiblit. (Par exemple, il soutient l'idée que le mouvement de l'EAM est construit artificiellement par les stalinisme alors qu'il y avait une grande dynamique sociale dans les classes populaires, que l'on ne peut pas sous-estimer le terrorisme cruel des fascistes dans les quartiers ouvriers d'Athènes ou considérer les conflits de décembre 1944 comme une sorte de coup d'État stalinien).

Voilà pourquoi il ne faut garder une position critique par rapport à Stinas et son groupe. De ce fait le courant de Gauche Communiste en Grèce est inexistant puisqu'il ne s'est pas concrétisé dans un groupe particulier. La tradition internationaliste est située dans le mouvement trotskiste grec de cette période terrible au cours de laquelle les trotskistes, en dépit de leurs faiblesses, ont tenu élevé le drapeau de l'internationalisme prolétarien dans des conditions extrêmes, dans lesquelles sont fortement testées l'intégrité des organisations politiques et aussi celle des militants. En tout cas, nous détenons une appréciation particulière pour le groupe de Stinas, sans toutefois l'idéaliser.

### *Des camarades internationalistes*

libération nationale et des organisations affiliées par rapport aux autorités d'occupation allemandes et le gouvernement collaborationniste : ses organes, la police, la gendarmerie (en particulier sa fameuse branche nommée comme une garantie spéciale et experte contre la lutte anti-communiste) et les bataillons de sécurité.

Elle s'est avérée obtenir un grand succès pour assassiner les commandants des bataillons de sécurité et d'autres forces gouvernementales armées. Cependant, "OPLA" est également impliquée par les assassinats politiques

d'opposants (aux staliniens) du KKE à l'extrême de l'éventail politique, comme les trotskistes et les Archeo-marxistes. En conséquence, les activités de l'OPLA sont un sujet de débat houleux, encore aujourd'hui.

Le nombre de trotskistes enregistrés qui étaient actifs pendant l'occupation et juste après elle (1940 - 1944) a été de 280, selon des sources écrites et des témoignages oraux, mais il est généralement impossible d'avoir une image complète de leur nombre exact. 54 ont été victimes du Parti communiste (KKE) et 15 par les forces d'occupation. [Voir Marios Emmanouilides, « Αιρετικές διαδρομές » ("Chemins hérétiques"), p. 150-159 et 162-166, éd. "Φιλίστοφ", Athènes, 2002 (en grec)].

Les exterminations staliniennes étaient préparées par la presse partisane, qui calomniait les trotskystes comme des «traîtres» et des «fascistes» [voir les articles «Οι Πεμπτοφαλλαγγίτες» («La Cinquième colonne»), «Η

Γκεστάπο με μαρξιστική μάσκα» («La Gestapo avec le masque marxiste»)] en raison de leur politique internationaliste sur la question de la guerre.

Beaucoup de victimes des violences staliniennes ont été exécutés pendant la période de la Libération et de conflits de décembre 1944, au cours desquels les forces de l'ELAS se sont affrontées à Athènes avec la police grecque et des groupes armés traîtres puis ont été interceptés par les forces britanniques. Cela était dû au fait que, immédiatement après la Libération, ils ont dénoncé l'impérialisme allié et l'entrée des troupes britanniques en Grèce, qui EAM et KKE avaient accueilli comme des «libérateurs» («Bienvenue à nos braves alliés»). (Voir, par exemple, Dominique Eudes, Les Kapetanios : la guerre civile grecque, 1943-1949, Fayard, 1970).

## *Une nouvelle voix révolutionnaire en Grèce.*

### **L'Enzyme («Το ένζυμο»)**

Thèses pour une société sans classes - Journal des Camarades Internationalistes - No. 1. Octobre 2013

#### Contenu

- Qui sommes nous? (note introductive)
- La baisse tendancielle du taux de profit – la crise et ses conséquences (left.com)
- L'Allemagne et la crise de l'euro: limites d'un projet expansionniste (left.com)
- Une critique marxiste du marxisme (Internationalist Perspective)
- 1921: début de la contre-révolution? (left.com)
- Grandizo Munis (1912 – 1989): Positions et parcours d'un internationaliste<sup>21</sup> (Controverses)
- Dix thèses sur le projet communiste aujourd'hui
- Quelques thèses programmatiques fondamentales
- Une courte présentation des thèses de la tendance Communiste Internationale (TCI)<sup>22</sup> (left.com)
- Pantelis Pouliopoulos<sup>23</sup>: Remarques fondamentales sur la loi 4229 "sur les mesures de sécurité pour l'établissement social et sur la protection des libertés civiles"<sup>24</sup>
- Le réel dilemme n'est pas "Parlementarisme ou Fascisme" mais "Socialisme ou Barbarie"
- Présentation du livre Les années terribles (1926 – 1945)<sup>25</sup>
- De la démocratie parlementaire à la démocratie Gouvernementale

21. *Posiciones y recorrido de un internacionalista: G. Munis (1912-1989)*

22. <http://www.leftcom.org/en/about-us>

23. Pantelis Pouliopoulos (1900 – 1943) est un intellectuel marxiste distingué en Grèce, premier secrétaire du Parti Communiste de Grèce (KKE, 1924) et fondateur du trotskisme grec, internationaliste à l'époque de la IIème guerre mondiale, il fut arrêté par Metaxas (dictateur anti-communiste (1936 - 1941) et fusillé en tant que prisonnier par les carabinieri italiens, suite à un discours internationaliste adressé aux soldats italiens.

24. <http://en.wikipedia.org/wiki/Idionymon>. La loi 4229 visait à pénaliser les idées "insurrectionnelles", et en particulier d'effectuer des poursuites contre les communistes et la répression contre les mobilisations syndicales.

25. Michel Roger, *Les années terribles (1926 – 1945)*, La Gauche italienne dans l'émigration, parmi les communistes oppositionnels, Éditions *Ni Patrie ni frontières*, Marseille-France, Octobre 2012.

Il vient d'être publié en espagnol

### ***Bordiga au-delà du mythe.***

### ***Validité d'une expérience révolutionnaire.***

Traduction du français par *Salud proletarios !*

([www.saludproletarios.com](http://www.saludproletarios.com))



**BORDIGA MÁS ALLÁ DEL MITO**  
EL VALOR Y LOS LÍMITES DE UNA  
EXPERIENCIA REVOLUCIONARIA  
Onorato Damen

**Nous écrire :**

**Michel OLIVIER  
7, rue Paul Escudier  
75009 PARIS**

**Le Site Internet de la TCI (Tendance Communiste Internationaliste) :**

**[www.leftcom.org](http://www.leftcom.org)**

**Autres adresses des organisations de la TCI  
Tendance Communiste Internationaliste**

**Partito Comunista Internazionale (Italie) :**

Battaglia Comunista  
CP 1753  
20100 Milano  
info@leftcom.org

**Communist Workers Organisation (Grande Bretagne) :**

CWO  
P.O. Box 338  
S3 9YX Sheffield  
uk@leftcom.org

**Gruppe Internationaler SozialistInnen (Allemagne)**

GIS c/o Rotes Antiquariat,  
Rungestr. 20,  
10179 Berlin  
de@leftcom.org

**Groupe Internationaliste Ouvrier (USA/Canada) :**

Au Canada écrire à :  
RS

CP 173 Succ. "C"  
Montreal QC  
H2L 4K1

Aux USA :

Internationalists Notes  
P.O. Box 14173  
Madison, Wisconsin  
WI 53708-0173

us@leftcom.org

**Quelques textes disponibles en français**

- Plate-forme du BIPR.
- Les révolutionnaires, les internationalistes, face aux perspectives de guerre et la situation actuelle du prolétariat (BIPR, janvier 2000).
- Thèses sur la tactique communiste dans les pays de la périphérie capitaliste (VI<sup>e</sup> Congrès du Partito Comunista Internazionale).
- Le bordiguisme et la Gauche italienne.
- Approche à la question du parti.
- Trotski, le trotskisme, les trotskistes.
- Bordiga – au delà du mythe  
Validité et limites d'une expérience révolutionnaire  
Onorato Damen – éditions Prometeo



## ***Nos positions de base***

- 1.** Notre objectif est de prendre part à la construction du futur parti de classe du prolétariat qui guidera la lutte de classe vers l'établissement d'une société sans État, sans classe, sans argent, sans exploitation, frontières nationales ni armées professionnelles et dans laquelle le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous (Marx) : Communisme.
- 2.** Une telle société nécessitera un État révolutionnaire pour sa réalisation. Cet État sera dirigé par les conseils ouvriers, constitués de délégués, révocables en permanence, de chaque section du prolétariat. Leur régime s'appelle la dictature du prolétariat parce qu'il ne peut exister sans le renversement violent et la domination sur la classe capitaliste au niveau mondial.
- 3.** La première étape dans cette voie est l'organisation politique des prolétaires ayant une conscience de classe et leur union en un parti politique international pour la réalisation de la révolution mondiale.
- 4.** La Révolution d'Octobre en Russie en 1917 reste une brillante inspiration pour nous. Elle montra que les ouvriers pouvaient renverser la classe capitaliste. Seuls l'isolement et la décimation de la classe ouvrière russe détruisirent leur vision révolutionnaire de 1917. Ce qui fut mis en place en Russie dans les années 20 et après ne fut pas le communisme, mais un capitalisme d'État centralement planifié. Il n'y a encore jamais eu de société communiste où que ce soit dans le monde.
- 5.** La Tendance Communiste Internationaliste (TCI), dont nous soutenons la perspective, fut fondé par les héritiers de la Gauche Communiste Italienne qui lutta contre la dégénérescence politique de la Révolution Russe et du Komintern dans les années 20. Nous continuons l'œuvre que la Révolution Russe s'était fixée mais ne put accomplir – l'émancipation des prolétaires du monde entier et l'établissement du communisme.